Vol 13 # 14 • Du 9 au 15 Octobre 2019

Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00

HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

MANIFESTATION POUR LA DÉMISSION DE JOVENEL MOÏSE !



Voir page 3

Le 4 octobre 2019, des dizaines de milliers de manifestantes et manifestants avaient occupé les rues de la capitale Port-au-Prince et de certaines provinces, pour forcer Jovenel Moïse à quitter le pouvoir.

ASSASSINAT AU CHAMP DE MARS



Voir page 3

Dans l'après-midi du lundi 7 octobre 2019, un jeune militant Edouavil Dieudonné a été abattu par balles au Champ de Mars

Jovenel Moise fòme yon lòt konmisyon

Page 6

English Page 9





À propos du travail de Gérald Brisson « Les relations agraires dans l'Haïti contemporaine »

Page 7

Algérie « 57 ans après la libération du territoire, libérer enfin le peuple »

Page 10-11



Equateur : les travailleurs en grève contre les mesures d'austérité de Moreno !

Page 17



1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

RÉDACTION
Berthony Dupont
Frantz Latour (Français)
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives (Anglais)
Marie Laurette Numa (Kreyòl)

CORRESPONDANTS
EN HAITI
Daniel Tercier
Bissainthe Anneseau

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Claudel C. Loiseau
Henriot Dorcent
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint
Ray Laforest
Edmond Bertin
Robert Garoute
Jacques Nési
Ed Rainer
Ing. Roosevelt René
Robert Lodimus
Luckner Elysée Vil

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Didier Leblanc

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS
GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
computertrusting@gmail.com

Cohérence ou incohérence de l'impérialisme ?

Par Berthony Dupont

Les deux derniers coups d'Etat contre un gouvernement populaire en Haïti datent du 30 septembre 1991 et du 29 février 2004. Ces deux coups ont été perpétrés pour barrer la route à ce que le peuple haïtien, issu d'un mouvement d'émancipation et de libération suite au renversement des régimes de Papa et de Baby Doc Duvalier, n'arrive guère sur la scène politique pour déjouer le plan déjà tracé pour nous.

Ces deux coups d'état, en fait, ont été l'œuvre d'un commun accord des pays impérialistes. Il s'agissait de la France, des Etats-Unis et en subalterne le Canada pour pressurer les masses populaires haïtiennes qui voulaient s'affranchir d'une domination néocoloniale, aggravée d'une misère atroce et d'une dictature féroce et sanglante. Au-delà même des limites de l'insupportable et de la banqueroute, rien n'a été épargné pour enfoncer davantage le pays dans le sous-développement et brader complètement ses ressources et ses richesses et son indépendance même à l'impérialisme international dont la résultante du projet réussie grâce à son économie totalement désorganisée et dépendante.

Tout au cours de ces deux coups, la bourgeoisie haïtienne en accord avec des individus de la classe moyenne issus de certains partis politiques de droite et même de gauche, sous l'ombrelle du Département d'Etat américain a fait feu de tous bois pour étouffer le régime d'alors suite à deux élections où le peuple haïtien avait démocratiquement élu un président en la personne de Jean-Bertrand Aristide.

Même constat au Honduras quand le président légitime Manuel Zelaya en 2009 a été lui également victime de la même agression contre Aristide. Son unique erreur c'est de n'avoir pas été un allié, un cadre authentique et soumis du système corrompu et pourri du capitalisme. Il n'a pas été le produit d'un quelconque laboratoire déstabilisateur qui crée des sous-hommes pour défendre l'indéfendable et l'inacceptable : une corruption tous azimuts génératrice de biens mal acquis.

Tout cela peut-il être qualifié d'une certaine cohérence sinon d'une cohérence certaine de la part des forces impérialistes pour défendre leurs intérêts ?

Nous n'avons même pas besoin de souligner le cas de la Lybie pillée, dévastée, réduite à néant par les forces impérialistes responsables de l'élimination physique de Kadhafi, sans oublier Assad de la Syrie sauvée des eaux du « regime change » des forces impériales rétrogrades.

Tout récemment pour ne pas dire présentement, le peuple frère du Venezuela et son gouvernement légitime que dirige Nicolas Maduro sont en train de faire face à toutes les difficultés possibles et imaginables destinées éventuellement à renverser le président légitime vénézuélien, fût-ce même par la force. Encore là, la cohérence dans le malheur des peuples est bien claire et systématique pour la défense des intérêts des vautours internationaux.

Ce n'est pas une quelconque incohérence qui manque dans la cohésion des forces du mal, quand malgré les cris répétés du peuple haïtien contre son président Jovenel Moise, aucune des grandes puissances ne se manifeste comme ce fut le cas chez nous avec d'Aristide ou au Honduras de Zelaya. Ce n'est pas parce qu'elles sont incohérentes, au contraire, c'est la cohérence de leur vision et pratique politique qu'elles sont en train d'illustrer. Voyez le cas de Lénin Moreno décrié en Equateur par les travailleurs, il sera traité comme Jovenel Moise l'est, puisque les deux défendent les mêmes intérêts hégémoniques de leur patron.

Voyez les gnbistes, il n'en manque pas de noms notoires dans la campagne anti Jovenel ; malgré tout l'impérialisme leur fait la sourde oreille.

La réalité en fait, Aristide, Zelaya, Kadhafi et autres, n'étaient pas tout à fait leur pion. Jovenel, Moreno et autres sont leur pute à l'instar d'un Anastazio Somoza.

C'est dans cette optique politique que nous devons apprécier la position du Core Group et les dernières déclarations du réactionnaire, avocat du système de corruption, le sénateur républicain de la Floride Marco Rubio, grand artisan des campagnes anti Maduro : *« Il y a un système de gouvernement en Haïti, que cela fonctionne ou non, il appartient au peuple haïtien de décider. Mais nous, nous n'interférerons pas au nom ou contre un élu »*

Dans les yeux du système de corruption des puissances réactionnaires, Jovenel Moise est un élu parce que c'est leur paillasson au pouvoir ; pourtant Maduro n'est pas un élu puisqu'il ne fait pas partie de la cohorte de ceux-là qui se laissent marcher dessus par l'impérialisme Voilà ce qu'il nous faut comprendre, *« les impérialistes n'ont pas d'amis mais bien des intérêts à défendre »*.

Manifestation pour la démission de Jovenel Moïse !



Le peuple demande la démission de Jovenel Moise (Photo Wesly Gédéon)

Par Isabelle L. Papillon

Vendredi dernier 4 octobre, les dirigeants de l'opposition particulièrement ceux de l'Alternative consensuelle pour la refondation de l'Etat avaient donné rendez-vous à la population, très déçus qu'ils étaient de l'approche des ambassadeurs, membres du Core Group, qui ouvertement ont manifesté leur pleine solidarité avec Jovenel Moise, puisqu'ils avaient indiqué aux représentants de l'opposition d'aller s'entendre avec le pouvoir en place pour résoudre la crise dans le cadre d'un dialogue. Une façon de dire que le Core Group les reconnait comme frères de classe, sans aucune divergence fondamentale.

En fait, le 4 octobre, il y avait manifestation dans toutes les grandes villes du pays, tels que Cap-Haïtien, Gonaïves, Saint-Marc , Léogâne, Petit Goâve , Mirebalais, Miragoane Grand'Anse, précisément dans la ville de Jérémie et également aux Cayes pour ne citer que celles-là. Cependant celle provenant des divers quartiers de la zone métropolitaine avait pour objectif concret de se rendre devant les locaux de la mission des Nations unies à Clercine (commune de Tabarre) pour les demander de se désolidariser avec le pouvoir en place.

Une demande qui paraissait simple mais difficile à réaliser puisque les dirigeants de l'opposition ignorent-ils que les Nations-Unies tout comme l'OEA fonctionnent comme des ministères des Affaires étrangères des Etats-Unis, comment peuvent-ils se désolidariser avec un gouvernement appuyé par l'administration de Donald Trump, qui pis est antipopulaire, corrompu et ne représente aucun danger pour le statu quo américain.

C'est une marée humaine qui s'est déployée ce jour-là sur la route de l'aéroport en direction de la base logistique des Nations unies. Outre les masses populaires qui revendiquaient le départ de Moise pour un lendemain meilleur, puisque la vie chère ne cesse d'augmenter davantage et les conditions sociales se détériorent. Les politiciens pour une fois ne s'étaient pas montrés aux abonnés absents. Ils ont été présents en grand nombre pour maintenir la pression sur Jovenel Moïse, sur l'ONU et le Core Group ; sauf l'ancien sénateur et chef de Pitit Desalin Moise Jean-Charles qui, semble-t-il, avait été ailleurs ce jour-là.

La plupart des entreprises publiques et privées ont gardé leurs portes fermées pour éviter d'être victimes de casses et de pillage. Des barricades de pneus usagés enflammés ont été dressées dans différents endroits. Il y a eu un tas d'altercations avec les forces de la PNH, les manifestants surchauffés ont lancé contre les policiers beaucoup de slogans, également des pierres et des tessons de bouteilles. Les agents de la PNH ont répliqué avec des canons à eau et des bonbonnes de gaz lacrymogène pour essayer d'évacuer la foule en colère.







Des manifestants dans les rues du pays le 4 octobre pour exiger le départ de Jovenel Moise (Photo Wesly Gédéon)



Des dirigeants de l'opposition dialoguant docilement avec un individu de la Mission des Nations unies d'appui à la justice en Haïti (Photo Wesly Gédéon)

Les masses populaires demandent à l'ONU de ne pas s'ingérer dans les affaires internes du pays mais plutôt de lâcher le président Jovenel Moïse.

Sur la route menant à l'aéroport international de Port-au-Prince, ce fut la grande foule, se faisait de plus en compacte. Emu le député d'Aquin, Jean Robert Bossé a déclaré « Pour moi, c'est la dernière journée » comme pour dire « c'est la dernière bataille »

Arrivés au "Log base" le quartier général de la Mission des Nations unies d'appui à la justice en Haïti (Minujusth), après maintes échauffourées avec les forces de l'ordre, de la Swat, de la BRI de l'UDMO et de la CIMO certains représentants de la dite opposition ont pu accéder au bâtiment pour remettre un message écrit destiné au secrétaire général de l'Onu, Antonio Guterres.

Le 4 octobre 2019, des dizaines de milliers de manifestantes et manifestants avaient occupé les rues de la capitale Port-au-Prince et de certaines provinces, pour forcer Jovenel Moïse à quitter le pouvoir.

Après cette colossale manif, *suite à la page(16)*

Assassinat au Champ de mars



Par Thomas Péralte

Lundi 7 octobre 2019 à Port-au-Prince vers les 4h PM, non loin du Palais National, alors que des militants issus des masses populaires réclamaient la démission du Président Jovenel Moise, un jeune militant Edouavil Dieudonné à été abattu par balles alors qu'il se préparait avec d'autres à installer une barricade tout près de la statue de Jean-Jacques Dessalines au Champ de Mars.



Edouavil Dieudonné (Photo Wesley Gédéon)







Plusieurs voitures ont été mises en flammes (Photo Wesley Gédéon)

Selon des riverains, il a été abattu par un individu d'un autre groupe d'hommes proches du pouvoir en place.

En réaction à cet assassinat, les militants ont mis le feu dans un pick-up de la PNH qui était venu sur les *suite à la page(16)*

Non à l'intimidation de la police canadienne contre les militant.e.s de Solidarité Québec/Haïti



Des militant.e.s du regroupement Solidarité Québec/Haïti.

Par REHMONCO

Nous dénonçons et condamnons les tentatives d'intimidation de la police canadienne à Montréal à l'égard de plusieurs militant.e.s du regroupement Solidarité Québec/Haïti.

Le 30 septembre dernier, les camarades de Solidarité Québec/Haïti ont occupé pacifiquement le bureau de campagne électorale du premier ministre Justin Trudeau pour demander la cessation de tout soutien au régime corrompu, répressif et sanguinaire de Jovenel Moise en Haïti. En réponse, ils ont été intimidés et deux d'entre eux ont été détenus pendant plusieurs minutes par la police.

En effet, au cours de la journée du 2 octobre, lors du rassemblement pacifique à proximité de l'Académie Ness Martial, la police canadienne a procédé à l'arrestation de la militante Marie Dimanche alors qu'elle ne faisait que brandir une pancarte dénonçant le soutien du gouvernement de Trudeau à la corruption et la répression en Haïti. Le 3 octobre, ce fut le tour du journaliste engagé Yves Engler d'être écroué sans raison valable, alors qu'il soutenait la manifestation dénonçant le support du Canada au régime PHTK.

Face à cette levée de boucliers de la police canadienne contre les militant.e.s du regroupement Solidarité Québec/Haïti, on a droit de se demander si le gouvernement canadien n'a pas franchi un pas de plus dans son appui au gouvernement Moise. Le gouvernement de Trudeau a-t-il l'intention de réduire au silence, sur le sol canadien, toutes formes de solidarité aux revendications légitimes du peuple haïtien?

Soulignons que, depuis 2004, le Canada joue un rôle de premier plan dans l'aggravation de la crise sociopolitique en Haïti. Comme les autres pays du Core Group, il a participé au choix des dirigeants haïtiens actuels en aidant à organiser des élections truquées malgré les dénonciations de la population.

Aujourd'hui, bien que les classes populaires haïtiennes rejettent massivement ces dirigeants corrompus, le Canada persiste et signe. En toute vraisemblance, pour Trudeau, ce sont de tels dirigeants qui répondent mieux à la politique étrangère de son gouvernement et surtout aux intérêts des compagnies minières canadiennes qui font tout pour s'installer dans le nord-est d'Haïti. C'est aussi pour maintenir le statu quo que le gouvernement canadien a développé des programmes de « formation » de la police haïtienne, une police qui s'est transformé en un véritable escadron de la mort.

Nous renouvelons notre soutien envers les camarades du regroupement Solidarité Québec/Haïti, plus particulièrement à Marie Dimanche et à Yves Engler. Leur combat est aussi le nôtre.

Nous saisissons également l'occasion pour encourager tous les militant.e.s, toutes organisations progressistes du Canada à dénoncer la complicité de leur gouvernement dans le maintien du statu quo en Haïti.

La lutte pour transformer notre Haïti ne fait que commencer et il doit se poursuivre sans relâche !

Regroupement des Haïtiens de Montréal contre l'Occupation d'Haïti
Pour authentification,
Renel Exentus
Ricardo Gustave
Montréal, le 7 octobre 2019
Contact : rehmoncohaiti1915@gmail.com

J'aurais tant voulu... !

Cri de rage d'une enseignante et directrice d'école

Par Marguerite Bouchereau Clérié

Aux salauds de la République qui nous gouvernent : président, ministres, sénateurs, députés, juges magistrats

Aux voyous de tous bords ; membres de l'opposition scélérate

Au soit disant « secteur démocratique »

Je vous crie aujourd'hui mon dégoût, ma rage et ma frustration de ne pouvoir rien contre vous car vous avez contribué à démanteler toutes les institutions de mon pays.

Oui, j'aurais tant voulu que la justice se mette en branle pour vous juger, vous condamner et vous destituer de ce pouvoir que vous avez souillé et vous donner la sentence que vous méritez tous : LA POTENCE.

J'aurais tant voulu vous faire taire, vous faire arrêter d'aboyer car rien de beau, rien de vrai ne peut sortir de vos lèvres souillées par la bassesse et par l'appât du gain facile.

J'aurais tant voulu vous faire cesser vos chants de haine et de discorde car votre stratégie de la chaise musicale ou du " ôte-toi que je m'y mette" nous mènera tous à la catastrophe.

J'aurais tant voulu vous parler de dignité, d'honnêteté, de beauté et d'amour mais vous êtes trop aveugles et trop sourds pour comprendre la valeur de ces mots.

J'aurais tant voulu vous parler de patriotisme et de citoyenneté mais ce sont des valeurs trop belles et trop exigeantes pour que vous puissiez les incarner.

J'aurais tant voulu vous parler de courage et de fierté mais votre lâcheté et votre cupidité vous éloignent de ces vertus citoyennes.

J'aurais tant voulu vous parler de loyauté envers vous mêmes d'abord et envers la patrie ensuite mais votre cruauté et votre soumission aux forces du mal font de vous des voyous et des malfrats.

Enfin j'aurais tant voulu vous parler d'Haïti, de ses filles et de ses fils, de ce pays magnifique et de ces gens dignes, courageux et fiers pour vous offrir des modèles à reproduire mais hélas, votre haine des autres, votre désir de destruction sont plus forts que votre capacité à vous mettre à la place des autres pour comprendre leur souffrance.

Honte à vous tous et que vite nous puissions vous jeter tous dans les poubelles de l'Histoire. Et que renaisse Haïti pour le bonheur de ses enfants.

Ils disent des mots, encore des mots

Par Fanfan la Tulipe

Le tumulte, le tohu-bohu, le bohu-tohu, les sauts, les ressauts, les soubresauts, les assauts, les incertitudes, les lassitudes, les inquiétudes, les épouvantudes, les dysfonctionnements, les embrasements, les tourbillonnements, les ratés, les fausses avancées, les lentes reculées, les brusques revirées, les rusées dialoguées, les ruzèztés, les zigzagantes turbulences, les zagzigantes effervescences, les tempêtades, les cyclonades, les tornades, les querellades, les engueulades, les affolements, les saisissements, les bouleversements, enfin, Séraphin, tout le tintouin occasionné par les événements politiques de ces dernières années a donné lieu à un jaillissement de mots, tous pour conjurer le mal et les maux des pouvoirs, tout en essayant de rassembler des "frères" en zing de contrariété et de donner au pays un semblant de fonctionnalité.

L'unité est peut-être le plus ancien de ces mots-là. Il prend ses racines dans notre devise « L'Union fait la force ». Dans le subconscient d'un unitaire, le simple fait d'être "unis" est pratiquement synonyme de puissance ; ergo, les moins forts, les débiles doivent s'unir autour de moi, près de moi et même sous moi, anba m, pour le dire dans un créole fluide et impeccable. Est-ce ce sentiment, voire même quelque ressentiment contre les autres, qui aurait peut-être porté un parti politique à s'appeler INITE ?

L'expression "union nationale" est le corollaire obligé du mot union. Elle a été tellement galvaudée qu'il n'est même pas nécessaire de faire une liste des galvaudeurs, on n'en finirait pas. Il suffira seulement de souligner l'historique galvaudance, en mars 2004, d'un certain Gérard Latortue, boulpik secret du Département d'État américain. De sa retraite dorée floridienne, l'homme fut catapulté Premier ministre d'Haïti par la seule décision ("unitaire" s'il en fut) du grand voisin du Nord. D'emblée, il se déclarait « en faveur de la formation d'un grand gouvernement d'union nationale et de désarmement du pays. »

Le sentiment d'unitarité du Premier ministre était si fort que le lièvre Latortue lâché par les magouilleurs de Washington aux trousses des 'Lavalassiens' en perdition s'était laissé aller jusqu'à dire : «J'aimerais que les mots "chimères", partisans de Jean-Bertrand Aristide, "duvaliéristes" et "macoutes", forces de répression des présidents Duvalier, disparaissent du vocabulaire». Comment être plus unitaire, plus national ? N'empêche, entre-temps, le président légitime kidnappé par les 'Forces spéciales' états-uniennes se morfondait, temporairement, en République centre-africaine, en attente d'un traitement meilleur.

Depuis les efforts honnêtes de feu le docteur Turneb Delpé pour qu'il y ait enfin un vrai **dialogue** entre entités, individus et partis politiques pour débloquer le pays livré aux caprices, appétits et ambitions des uns et des autres, le mot dialogue est devenu un mot passe-partout. Ah **dialogue** ! Ce mot magique, garant, pour plus d'un, de *trompance* à n'en plus finir dans le but de séduire les naïfs, les crédules et les cyniques. En réalité, personne ne veut dialoguer, car chaque politicien est un fieffé *mètdam*, un magouilleur consommé, consumé par l'ambition du pouvoir, de la *chaise bourrée*. Et pour mieux vendre la camelote *mètdamante*, on parle de **dialogue interhaïtien**.



Tout le tintouin occasionné par les événements politiques de ces dernières années a donné lieu à un jaillissement de mots, tous pour conjurer le mal et les maux causés par les hommes détenteurs de pouvoir.

Ainsi, en février dernier, face à la crise socio-politique que traverse Haïti, Jovenel Moïse, alias Jomo, avait annoncé avoir sollicité les bons offices *médiatifs* de la structure inter-confessionelle nommée « Religions pour la paix » pour être l'un des facilitateurs du **dialogue inter-haïtien** » afin de calmer les spasmes de l'opposition et les fureurs légitimes de la rue. *Coincé dans la diagonale* du peuple décidé à en découdre avec la corruption PHTKiste, Jomo voulait aller au plus pressé, *au plus sacrant* comme disent les Québécois, « en vue de trouver un dénouement pacifique et démocratique à la crise politique, économique et sociale que traverse Haïti. » Mal lui en prit, 'Jomo' se heurta au récif d'un refus cassant de la part des hommes de Dieu.

Consensus, voilà un autre mot, un autre *joujou*, un autre chouchou des hommes et femmes politiques aussi bien du gouvernement que de l'opposition. En 2005, le Premier ministre haïtien Gérard Latortue (encore lui) et le directeur exécutif de l'ISPOS, Garaudy Laguerre, étaient tout heureux et fiers d'un « pacte de conduite électoral [...] document **consensuel** [qui]détermine la volonté des dirigeants des partis politiques d'accepter les conditions susceptibles de permettre au Conseil électoral provisoire (CEP) d'organiser des élections libres, démocratiques et crédibles... » N'est-ce pas, Mme Hillary Clinton ? N'est-ce pas Michel Martelly ? N'est-ce pas Jovenel et ses tuteurs de la bourgeoisie ?

Au mois de novembre 2018, Chavannes Jean-Baptiste pérorait : « Il y a beaucoup de matches qui se jouent en même temps, c'est une lutte de classe et un combat entre fractions de classe. En ce sens, de nombreuses possibilités sont envisagées [...] il existe 6 positions différentes sur ce qu'il faut faire, et il s'agit de trouver un **consensus** entre elles. » Chavannes est encore en quête de *consensualitude*. On en a pour preuve le fameux "Forum de Papaye", cette récente rencontre *consensualisante* durant laquelle on a vu comment une portion de la bourgeoisie patripoche s'est rangée aux cotés de Jovenel, tandis qu'une fraction, minoritaire, veut se faire passer pour "progressiste", prônant un *lamayòt* de "troisième voie". *Lamayòt, nou pa pè w, se moun ou ye*.

Pour qu'il y ait consensus, pour qu'il y ait unité, même de façade et trompeuse, il faut un *vatevyen*, un aller et venir sans fin entre les aspirants à la *consensualité*. C'et ce que, dans un langage à peine codé, les trafiquants de la démocratie appellent "**médiation**", un mot supposé faire mouche, hélas ! Les intéressés cuisinent dans le secret de leur *magouilleries* une formule qui permette à des personnes "de moralité" de se placer entre le pouvoir et la traditionnelle opposition, pourtant deux faces d'une même médaille, deux engeances pas du tout portées à changer le statu quo de classe. Idéalement, les médiateurs sont des religieux.

Ainsi, c'est bien le cardinal Chibly Langlois, "haute autorité morale", qui s'est prêté à la mascarade de jouer la médiation entre le sénat haïtien et le pouvoir de Martelly. En effet, ce dernier avait refusé de publier la totalité des membres de la Cour des comptes légalement et constitutionnellement élus par le Sénat, alors qu'il avait donné son mot au prélat pour la résolution de ce problème comme l'avait exigé le sénat de la république, un préalable à toute signature de " l'accord El Rancho" par le président du Sénat.

Quand à bout de réclamer, en vain, le dialogue, quand au bout du tunnel dialoguant, la lumière du consensus ne point point, quand on en est au point mort mais qu'il n'est pas question de se considérer *mò rèd*, hors jeu, alors on invente un autre mot magique qui vient à point relancer le moteur unitaire. L'un des tout derniers est le mot **proposition**. Il y en a eu toute une avalanche, tout une kyrielle, tout une ribambelle, tout une bordée dont l'une, *débordée* s'il en fut, s'est camouflée derrière le masque d'une pathétique « troisième voie ».

On pensait que le monde politicien, après avoir épuisé nombre de recours *verbatifs* pour tenter de sortir de l'*ingouvernabilité* et du chaos créés par Jomo et ses comparses PHTKistes, était à bout d'imagination créatrice de formules, de mots-choc à éblouir les gogos. Hélas non ! Le dernier né du vocabulaire de *rafistolance* du piteux état du pays se trouve être le mot **PASSERELLE**. On le lit à la fin d'une « Déclaration commune » signée de neuf *déclarants*, bien que n'apparaisse seulement le nom de sept membres de cette *déclarance* à visée normalisatrice et sans doute salvatrice. Cette «**PASSERELLE** » est supposée être un passage entre le pouvoir actuel et un 'nouveau' Gouvernement de Salut Public (GSP).

En principe, la démarche *passerellante* de ce G9 devrait être applaudie, pour ce qu'elle comporte de positif en terme de confier le pays à « une nouvelle équipe gouvernementale capable de redresser la barque nationale et de redonner confiance aux citoyens. » Mais on est en droit de se demander s'il ne s'agit pas d'un autre tour de passe-passe mystificateur d'autant que deux noms parmi les *déclarants* n'ont pas été cités. Ces neuf personnalités (dont deux sont encore dans l'ombre) ont-elles un passé de prise de position claire en faveur de changements sociaux significatifs sinon radicaux en faveur des déshérités ? Pourquoi ajouter une nouvelle démarche propositionnelle à plusieurs autres déjà sur le tapis ?

En effet, il y a eu dans un passé pas lointain différentes **propositions** de sortie de crise : celles de Valéry Numa (23/11/2018) ; celle de la Fondation Secours Gaëlle Painson ; celle du Secteur Démocratique Populaire (8/3/2018) ; celle des organisations KOZEREN et CEDEC (janvier 2019) ; celle des Petrochallenger (février 2019) ; celle de la Coalition Jeunesse Haïtienne (CJH), la plus récente (2 octobre 2019), très détaillée et articulée. Pourquoi une **passerelle** n'a-t-elle pas été jetée entre ce G9 et ces *propositionnels* auxquels il faut ajouter la prise de position assez curieuse de l'avocate Soeurette Miche

Après s'être demandée : « Pourquoi des propositions de sortie de « crise ? », la Michel assure qu'elle en a une « qui est un cri de coeur d'inspiration divine », et elle conclut, sans rire: « Quand je serai certaine que toutes les propositions qui ont été faites sont prises en considération, je ferai valoir les miennes pour une sortie de crise durable... » Quelle présomption ! Mais revenons-en à la passerelle que nous allons considérer dans trois domaines qui nous concernent, parce qu'illustrant notre propos

Selon une acceptation commune relevant du domaine des transports, une passerelle est un passage mobile, provisoire, un plan incliné, un escalier mobile qui relie un bateau, un avion au quai ou à l'aire d'embarquement. Dans le domaine du génie, c'est un pont étroit, permanent ou provisoire, permettant le passage des piétons au-dessus d'une brèche, d'un cours d'eau, d'une voie de communication ou entre deux bâtiments. Dans le domaine militaire, une passerelle d'infanterie est « un pont léger jeté au-dessus d'un cours d'eau et destiné au passage des fantassins à deux ou trois de front et de leur matériel d'accompagnement ».

Alors, comment se fera la circulation sur la passerelle du G9 ? Qui aura la priorité sur la "passerelle" ? Vu les circonstances de formation de cette "passerelle", elle semble être une structure de fortune, branlante, peut-on présumer. Lancer une telle "passerelle" faite de planches politiques disjointes qui permette d'enjamber l'abîme entre le pouvoir et l'opposition, ce sera assurément tout une gageure, tout un risque. Il peut être dangereux d'y passer à deux ou plus, ou encore de s'y croiser surtout si on est aussi ventru que le docteur Rudy Hérivaux.

Au dire d'Anatole France, « la passerelle porte en elle une fragilité et une incertitude » (*Le lys rouge*). Dans le cas du G9, les incertitudes sont très lourdes d'autant que Jovenel a *du bois derrière sa banane*, au propre comme au figuré. Au-dessus du vide que représentent un pouvoir impotent, inexistant et une classe politique nulle, traverser la passerelle du G9 relève du périlleux. Dans *La Débâcle* d'Émile Zola, les "passerelles" apparaissent dans des circonstances dramatiques et pesantes. La situation en Haïti, présentement, en est une démonstration parfaite.

S'il faut en croire le père Hugo, «la "passerelle" indique une solution bricolée, précaire et provisoire pour remplacer des installations solides qui ont été détruites. » (*Les travailleurs de la mer*). Détruites, endommagées, vilipendées, violentées, désorganisées par les années de pratiques duvaliéristes remises à l'honneur, augmentées, revues et corrigées par le *sankoutiatisme*, le *kokoratisme*, le *chimèrisme*, le je-m'en-foutisme, le *longidactylisme*, le *dappiyanpisme* de deux régimes PHTK.

Emile Zola, relève que «la "passerelle" permet de passer malgré tout, même quand il y a conflit ou que le lien est rompu. Cependant tous ne peuvent pas s'y engager et surtout pas en force. » (*Germinal*). Cette tentation est, on le sait, très forte du côté du pouvoir, d'autant que celui-ci se sait "lourd". En outre, il est rompu aux pratiques du sens unique-*ban m pase*.

L'ironie des choses c'est que les tenants de l'approche-passerelle auront à faire preuve d'esprit unitaire, de démarches *dialoguantes*, de propositions consensuelles de façon à ce que personne ne tombe dans le vide de *mouvements nuls*, auquel cas il faudra que d'autres propositionnels prennent la relève et se mettent à créer d'autres mots, encore des mots ; il y en aura tant qu'il y en aura trop...

7 octobre 2019

Match foutbòl Ayiti-Kostarika a pral fèt nan peyi Baamas



Marie Laurette Numa

Baamas ki poko menm sòti anba tribilasyon siklòn Dorian an, kote pèp Baamas la t ap fè regadan, anpil imilyason, voye pawòl pimanbouk kont kominote Ayisyen k ap viv nan peyi sa a, malgresa, se Baamas, Federasyon Foutbòl Ayisyen an al mande yon ti ladesant sou pretèks twoub politik yo nan peyi a, pou yo kab jwe match Ayiti-Kostarika a.

Dirijan Ayisyen yo san distenksyon yo tout, yo pa konn wont, yo pa gen karaktè, yo tout gen karaktè anba soulye paske anyen pa janm di yo anyen. Yo tout mete ansanm pou yo pase labou santi sou figi peyi a. Se nan estad Thomas Robinson Stadium ki gen15 mil plas, match la pral jwe, jou k ap jedi 10 Oktòb la vè 9vè diswa.

Depi yo fè yon ti lajan pou yo manje labapen ki mele yo, si peyi a kraze. Ki mele yo malgre tout bri k ap fèt nan peyi a, tout se dilatwa y ap fè pou yo defann ti enterè pèsonèl yo. Yo pa pran okenn mezi, men yo pap janm pran okenn desizyon serye pou yo met lapat sou Martelly, Lamothe tout endividi ki enplike nans kesyon lajan ki pase nan swadizan konstriksyon estad nan peyi a.

Gen yon latriye moun menm, yo gen senatè Patrice Dumont ak yo, angiz yo mande arete moun ki gaspiye lajan peyi a, yo prefere ap chache grapyay pou yo bati estad pa yo. Pou demen yo kapab frape lestonmak se yo ki te fè sesi, se yo ki te fè sela. Epoutan lajan yo la nan men yon tiponyen moun kite oubyen ki toujou sou pouvwa a.

Federasyon Foutbòl Ayisyen an pa mande plis, okontrè li « Nou di yon gwo mèsi ak Federasyon Baamas la pou gwo solidarite sa a yo pote ak nou » Men se Ayiti ki te dwe nan moman sa a ap pote solidarite l bay Baamas ki poko menm leve anba domaj siklòn Dorian kite nan zile sa a.

Yon moun ki pa gen lawonte pap janm fè anyen pou tèt li, paske l ap toujou rete ap tann pou lòt moun fè pou li. Nan sans sa a, nou vin tounen yon pèp reskiyè, ki reziye l pou l viv odepan lòt moun.

Marie Laurette Numa

Jovenel Moise fòme yon lòt konmisyon

Jodi madi 8 oktòb 2019 la, prezidan tout moun ap kouri dèyè pou l bay demisyon l, lan tèt peyi a fenk fòme yon lòt konmisyon ak 7 moun ladann. Eske se konmisyon fasilitasyon pou pasasyon pouvwa a oubyen yon konmisyon pou dyaloge ?

Antoulèka moun ki nan konmisyon sa a Jovenel Moise fenk kreyea se : Evans Paul, Josué Pierre Louis, Colombe Emilie Jessy Menos, Renald Luberice, Liné Sainphaar Balthazar, Jude Charles Faustin ak Jean Rodolphe Joazile.



Evans Paul



Josué Pierre Louis

Prezidan ap fè konmisyon pou l dyaloge pandanstan opozisyon an lanse manifestasyon pou vandredi, yo deklare y ap pase wè Jovenel lakay li nan Pèleren.

Wouch ala santi!

Pètèt
L ap tann jijdepè
L ap tann anbilans
Yon taptap
Oubyen yon woulib
Pou l monte mòg lopital

Ala santi!
Gwo midi solèy cho
Sant lan monte pi fò
Se pa yon rat mouri
Se pa yon chen k santi
Se pa yon pil fatra
Se yon moun
Yon moun tankou tout moun
Yon ayisyen tankou tout Ayisyen
Yo touye !
Yon mò tankou tout mò
Mouch kouvri
Depi twa jou
Sou Granri

Ala santi
Ala santi Leta Ayisyen santi !

Berthony Dupont

À propos du travail de Gérald Brisson

« Les relations agraires dans l'Haïti contemporaine »

Par André Charlier

L'ouvrage de G. Brisson a été publié en 1968. Quel est son but? Voici ce que dit l'auteur:

"La présente brochure se propose d'établir les traits caractéristiques de la structure agraire dans l'Haïti d'aujourd'hui." (page 1)

"... nous nous sommes efforcés de découvrir la nature semi-féodale et semi-coloniale des relations agraires dans la société haïtienne contemporaine." (p. 2)

"Notre monographie s'est limitée à découvrir l'aspect des relations économiques déterminant l'infrastructure de notre régime foncier." (p. 2)

Comment Brisson va-t-il arriver à cela? Tout d'abord, par un travail statistique, il va essayer de prouver la dominance de la grande propriété foncière dans nos campagnes. Ceci pour la bonne raison que toutes les sociétés féodales connues se sont toujours caractérisées par la concentration de la plus grande partie des terres cultivables entre les mains d'une poignée de grands propriétaires (et aussi par le servage, dont nous ne nous préoccuperons pas ici).

Il lui faut donc montrer que dans nos campagnes, une poignée de "grandons" monopolisent la plus grande partie des terres cultivables. Il va tenter de le faire par la statistique.

Qu'est-ce que la Statistique?

Statistique, n.f. (...) 1.-- Ensemble de méthodes mathématiques qui, à partir du recueil et de l'analyse de données réelles, permettent l'élaboration de modèles probabilistes autorisant les prévisions. 2.-- (souvent pl.) Ensemble de données d'observation relatives à un groupe d'individus ou d'unités." (Petit Larousse Illustré, édition 2012, page 1036)

La Statistique est donc une science. Elle n'a rien à voir avec la révolution ou la réaction. Elle n'est ni communiste, ni capitaliste, ni féodale. Elle est tout simplement une application des mathématiques à des données concrètes, recueillies selon des méthodes précises.

Bien sûr, il en est tout autrement de son utilisation. Certains hommes ont bien utilisé la doctrine d'amour du prochain du Christ pour exterminer les populations Amérindiennes, mettre en esclavage des millions et des millions d'Africains, voler d'immenses étendues de terres, et autres vétilles. Pourquoi donc n'utiliseraient-ils pas la Science pour mentir – en lui tordant quelque peu le cou, naturellement?

Le premier tableau que donne Brisson (tableau No. 5, page 16 et Annexe) montre que:

69,275% des exploitations agricoles couvrent moins de 2 carreaux, et totalisent 30,69% des superficies cultivées.

29,55% des exploitations sont de 2 à 10 carreaux, et totalisent 58,23% des terres cultivées.

1,15% des exploitations couvrent plus de 10 carreaux, et totalisent 11,08% des terres cultivées.

Cela, d'après les données du recensement de 1950, le département du Sud étant excepté parce que les chiffres le concernant n'ont jamais été publiés.

Au prime abord, ce tableau semble montrer que chez nous, 98,825% des exploitations, de superficie de moins de 10 carreaux, couvrent 88,92% des terres cultivées. Haïti serait donc un pays de petites propriétés... comme l'ont toujours affirmé arpenteurs, agronomes, ingénieurs des Travaux Publics, et autres "féodaux" qui, pourtant, sembleraient avoir une connaissance de première main du "pays en-dehors". Ça fait vraiment beaucoup de menteurs!



Gérald Brisson

Foutu pays...

Et le pire, c'est qu'ils sont rejoints par un étranger, le Français Paul Moral, savant d'excellente réputation, auteur d'un des meilleurs ouvrages sur nos campagnes, et qui, de surcroît, les connait comme sa poche. Féodal, lui aussi? Association de malfaiteurs, complot féodalo-impérialiste, ou quoi?

Je ne suis pas d'accord avec certaines choses que dit Moral, par exemple son concept de "procès d'haïtianisation", pour définir la domination et l'exploitation impériales poussées à leur degré maximum: c'est ne pas dire les choses comme elles sont, et faire injure à notre Nation. Mais il faut savoir écouter un scientifique lorsqu'il parle de son domaine d'expertise.

Voici ce que nous trouvons à partit de Moral:

Il donne pour nombre total d'exploitations agricoles le chiffre de 430 000. Utilisant pour chaque catégorie des pourcentages qu'il donne, il arrive aux superficies suivantes:

Jusqu'à 2 carreaux, superficie totale 162 136,87 car.

De 2 à 10 car., superficie totale 1 063 390 car.

Plus de 10 car., superficie totale 91 375 car.

En additionnant les superficies totales de jusqu'à 10 car., nous trouvons 1 225 526,8 car. Cela représente 92,54403% des superficies cultivées, que nous arrondissons à 92,54%. Ensuite, par simple soustraction, nous trouvons le pourcentage des superficies de plus de 10 carreaux:

100 – 92,54 = 7,46%.

Là encore, nous avons obtenu l'image statistique d'un pays de petites propriétés.

Mais c'est justement contre cela que s'insurge Brisson. Selon lui:

Il faut faire la différence, pour les exploitations agricoles, entre superficie cultivée et superficie possédée. Ce n'est pas pareil (p. 15).

En ce qui concerne les exploitations de jusqu'à 10 carreaux, elles sont cultivées à 100%, parce que le paysan, pour survivre, ne peut pas faire autrement (p. 16). Dans ce cas, la superficie cultivée est égale à la superficie possédée. Nous connaissons donc la superficie des terres paysannes.

Toutefois, en ce qui a trait à la grande propriété foncière (superficies de 10 carreaux et plus) le cas n'est pas pareil. Le grand propriétaire a plus de terres qu'il ne lui en faut pour vivre. Il peut donc en laisser une partie en jachère. Dans ce cas, par conséquent, la superficie cultivée est très inférieure à celle que possèdent réellement les grands propriétaires.

Partant de ce raisonnement, Brisson affirme que "la statistique féodale", en prenant seulement en compte la superficie cultivée des exploitations de 10 carreaux et plus, occulte la véritable étendue des terres possédées par les grands propriétaires. Donc pour lui (tableau No. 6, Annexe) :

69,275% des exploitations, d'une superficie de jusqu'à 2 carreaux, ne possèdent que 10,2% des superficies cultivables.

29,55% d'entre elles, allant de 2 à 10 carreaux, en possèdent 23, 18%.

1,15%, de plus de 10 carreaux, en possèdent 66,62%.

Haïti est donc un pays où domine la grande propriété de la terre, "féodale" par définition. Et comme, cela est bien réel, nous sommes dominés par l'impérialisme depuis bien avant que le Diable ne sache s'il serait un jour caporal, "la double domination féodalo-impérialiste" est prouvée. Mathématiquement.

C.Q.F.D. Ce qu'il fallait démontrer.

Mais introduisons un peu un nez indiscret dans ces fameuses Math. Car enfin, il n'est pas trop normal que Brisson trouve que 66,62% de la superficie totale du fonds agraire national soit entre les mains des grands propriétaires, alors que Moral, lui, trouve que les propriétés paysannes en totalisent 93,06%.

Ya un problème...

Ce que j'ai trouvé, après avoir étudié aussi attentivement que je le pouvais le texte de Brisson, et refait plusieurs fois tous ses calculs en m'aidant d'une calculette électronique, c'est ce qui suit:

1.-- Il a utilisé plusieurs sources: des données du recensement de 1950, des pourcentages tirés de Moral, et des données de l'IHS (Institut Haïtien de Statistique) dont je ne suis pas sûr qu'elles soient fiables, ni qu'elles datent de la même époque.

2.-- Il a introduit, pour la superficie du fonds agraire du département du Sud, le chiffre de 354 000 hectares, qu'il n'a justifié nulle part. Il s'est ensuite servi de ce chiffre parachuté, pour ainsi dire, afin de calculer le fonds agraire des 4 départements dont les données du recensement de 1950 avaient été publiées. Il s'est ensuite basé sur la superficie ainsi trouvée – 1 246 000 hectares – qu'il a ensuite quelque peu incorrectement convertie en 965 892 carreaux (la conversion donne exactement 965 891,47 carreaux, qu'il aurait dû arrondir à 965 891, si les lois de l'arithmétique ont quelque validité).

3.-- Il a, de plus, fait au moins deux sérieuses erreurs de calcul a) en calculant la superficie des exploitations de 0,5 à 0,75 carreau, il obtient 2800,77 car. J'ai trouvé, en faisant le même calcul, 20 593,87 car; et b) même chose pour la superficie des exploitations de 5 à 10 carreaux: je trouve 7 297 188,7 carreaux, au lieu de ses 72 971, 89.

Je rappelle encore que j'ai refait plusieurs fois tous ses calculs.

4.-- Ensuite, il calcule, à partir de données de l'IHS, le nombre d'exploitations des 4 départements, et trouve 200 610. Je veux bien... Mais il applique ensuite ce chiffre aux pourcentages d'exploitations de Moral, qui les avait calculés à partir de son propre chiffre de 430 000 exploitations.

C'est un peu s'emmêler les pinceaux, dirait-on en Gaule...

5.-- Enfin, il a estimé que pour les exploitations de jusqu'à 10 carreaux, terres cultivées = terres possédées. Cela, à mon avis, va de soi: le paysan ne peut faire autrement.

Toutefois, il estime aussi, de plus, que pour les exploitations de plus de 10 carreaux, les terres cultivées ne représentent qu'une partie des terres possédées. C'est raisonnable, mais il n'avait, à mon humble avis, aucun moyen scientifique, avec les données dont il disposait, de calculer la superficie de toutes les exploitations de plus de 10 carreaux. Il aurait fallu aller voir, faire des collctes de données réelles. La façon dont il a calculé cette superficie, en soustrayant purement et simplement du fonds agraire national la superficie des exploitations de jusqu'à 10 carreaux, pour ensuite décider que cette différence représente "la possession terrienne des propriétaires fonciers", n'est qu'un expédient.

En conséquence, j'estime, en ce qui me concerne, que Brisson n'a pas, contrairement à ce qu'a affirmé pendant des décennies tout un courant universitaire et politique, "prouvé par A + B", c'est-à-dire mathématiquement, la dominance de la grande propriété foncière dans les campagnes Haïtiennes.

Seuls ont pu y croire ceux qui n'ont pas pris la peine de refaire ses calculs.

Je conclus en ajoutant que je n'ai aucun plaisir à critiquer le travail de Gérald. C'était un ami cher, et c'est lui qui m'a conseillé d'étudier l'économie politique. Si je connais assez de Math et de Stat pour comprendre ses calculs, c'est en grande partie grâce à lui, et à Jacqueline.

Mais la science n'a d'autre but que la recherche de la vérité. Et celle-ci seule est révolutionnaire (Fidel).

Gérald Brisson est l'un de nos **héros** nationaux. Il ne craignait ni Dieu, ni Diable, ni surtout la macoutaillerie alors au pouvoir. Il nous faut des hommes et des femmes de cette trempe, car le monde ne change que par eux. Certains courent se fourrer dans quelque trou au premier sifflement d'une balle. D'autres s'en moquent, et la liste en est longue, de Mackandal à Salnave en passant par Dessalines et ses troupes en haillons, qui allaient au feu en chantant.

Gérald a donné sa vie pour que nous puissions vivre. Et il n'est pas le seul. Qu'ils soient de gauche ou de droite, croyants ou athées, il ne nous a pas manqué de braves. Et jeter sa vie dans la balance, l'on ne saurait faire mieux.

1er Octobre 2019

Post-Scriptum qui a tout à voir:

Les choses ont bien changé depuis les exactions de la SHADA en 1942. L'agriculture de notre pays a été détruite. Les paysans, pour survivre, ont dû s'enfuir vers les villes et l'étranger. La population urbaine a explosé. Nos villes se sont bidonvillisées. Des pans entiers de notre population ont pris le chemin de l'exil. Il y a eu, et il y a toujours, un exode massif de nos cerveaux. Notre système éducatif a été déstructuré, sur base de privatisation sauvage, au point que nombre d'observateurs prétendent qu'il n'y a plus, pour instruire nos enfants, que des professeurs qui n'en savent guère plus que leurs élèves. Toutes nos institutions ont été détruites. Le gouvernement et la fonction publique sont devenus le système de Sécurité Sociale des amis du pouvoir. Ce dernier ne s'occupe plus de rien, sinon de remplir ses poches, au point que l'on peut dire carrément que nous sommes, en octobre 2019, un pays sans gouvernement. Notre population ne survit plus que grâce aux transferts d'argent et de nourriture (!!!) de la Diaspora. Economiquement, nous ne sommes plus qu'un appendice de la Dominicanie voisine (qui, de son côté, exporte ses citoyens par piles et par macornes, signe que tout n'y est pas rose non plus...). L'invasion des sectes dites évangélique répand partout chez nous un "christianisme" simpliste, obscurantiste, intolérant, qui n'est, à mon sens, qu'un **wete nanm,** une agression de plus. Les soap operas bourrent le crâne du peuple en lui proposant un style de vie que le plus progressiste de tous les gouvernements concevables ne pourra jamais lui assurer, dans un avenir prévisible. Le recours immédiat à la violence au moindre conflit, fruit empoisonné du macoutisme, est de nos jours la norme. La commercialisation du corps humain aussi.

Elatriye...

Heureusement, notre peuple, et les jeunes en particulier, n'acceptent plus tout et n'importe quoi. Sa violence en est la preuve. Et il n'a plus que ce recours-là. Certains la qualifient d'aveugle. Pour moi, c'est pour la simple et bonne raison qu'ils ne sont que des aloufas qui se goinfrent tandis que tout le monde crève. Brûler une station de gazoline appartenant à ce fatras de Sweet Micky n'a rien d'aveugle. De même que ratiboiser les plantations et les usines à sucre, en août 1791, montrait simplement que nos ancêtres savaient qui étaient leurs ennemis.

Les mêmes causes produisent toujours les mêmes effets. Pas besoin du Petit Albert pour le savoir.

Haïti, chronique de 15 jours de manifestation politique non stop ! (2e partie)

Comme tous les observateurs l'ont rapporté, la dernière quinzaine du mois de septembre 2019 en Haïti a été très mouvementée pour la présidence de Jovenel Moïse. Nous sommes toujours dans la journée du lundi 23. Après l'épisode du sénateur Willot Joseph du Plateau central qui a eu maille à partir avec les opposants au régime Tèt Kale à Port-au-Prince contre la ratification de Fritz William Michel, on a aussi enregistré une action regrettable ce lundi 23 septembre 2019 au Bicentenaire au cœur des manifestations contre la venue de « Nèg kabrit la » au Sénat. Cette fois, c'est un sénateur dont le pays et même son département n'ont jamais entendu parlé qui a été à l'origine d'un fait violent qui a failli coûter la vie à plusieurs personnes. Il s'agit d'un sénateur du Nord, Jean-Marie Ralph Féthière, toujours discret et même timide qui, soudain comme un animal blessé, a été pris de panique et a perdu son sang-froid, malgré qu'il était enfermé dans son véhicule sur le parking du Sénat au moment où les manifestants étaient ivres de joie d'avoir pris d'assaut une seconde fois l'Assemblée Nationale en moins de deux semaines.

Ils manifestaient leur contentement en continuant à insulter les partisans du Président Jovenel Moïse et du Président du Sénat quand soudain, Jean-Marie Ralph Féthière sort de son véhicule tenant son pistolet à la main et vise de manière délibérée la foule et tire sans hésiter. Bilan trois blessés: deux journalistes et un employé du Sénat. L'un des journalistes, Dieu-Nallio Chéry, travaille pour l'agence de presse Associated Press et l'autre répond au nom de Jean Marc Abélard pour radio Métropole. Enfin, la troisième victime est un employé du Sénat, il s'agit de Léon Leblanc. Pour sa défense, Jean-Marie Ralph Féthière plaide la légitime défense. Le sénateur se disait encerclé par une foule menaçante, il n'avait que son pistolet pour se défendre. Or, selon toutes les vidéos et les images diffusées de cet incident, rien ne montre que ce « Pistoléro » était en danger jusqu'à utiliser son arme.

Échec des plans A et B de Carl Murat Cantave et de Fritz W. Michel

Ce grave incident a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Sitôt le tir retenti et le brouhaha qui va avec, les sénateurs de l'opposition courent sur les lieux et découvrent qu'un sénateur avait dégainé et tiré à hauteur d'homme sur la foule. Sans se poser de questions, le sénateur Nenel Cassy des Nippes a compris que c'était le moment de faire les choses en grand et faire entrer des renforts dans la cour du Sénat. Il profite de l'instant d'inattention des policiers pour ouvrir bien grande la barrière du Parlement et laisser entrer le maximum de manifestants qui poirotaient depuis 8 heures devant l'entrée du bâtiment. A cet instant, plus rien n'était possible au Sénat. Il est 10 heures. On s'approche du moment que redoutaient les sénateurs pro-Jovenel, le renvoi de la séance. Carl Murat Cantave était en difficulté. Il sait qu'à ce moment il jouait peut-être sa carrière politique. Trois échecs avec Jean-Michel Lapin, plus deux avec Fritz William Michel, il a compris que cela faisait un peu trop en moins d'une année de présidence du Grand Corps.

D'ailleurs, il avait paniqué devant les menaces et insultes des partisans de l'opposition qui, dit-il, l'avaient agressé dans son propre bureau. Selon le Président du Sénat, un groupe de manifestants qu'il qualifie de « chimères », partisans du sénateur Antonio Chéramy dit Don Kato, l'ont pris



Carl Murat Cantave

par le collet et ont tenté de dérober son téléphone. Cantave croit qu'il n'a eu la vie sauve que grâce à ses agents de sécurité qui l'ont arraché des mains des assaillants. Mais, son grand problème c'est la police nationale d'Haïti qui, une fois encore, selon lui, les a livrés aux « chimères» sans réagir. Il rend le Directeur général de la PNH, Normil Rameau, responsable de ce qui est arrivé au Sénat ce lundi 23 septembre 2019. Surtout que le comportement de la police a bousillé complètement ses plans. Car, d'après lui, en plus d'un plan A, il avait préparé un plan B au cas où il ne pourrait tenir séance au Sénat.

Quand il a vu la tournure que prenait l'affaire au Bicentenaire, il avait justement envisagé de mettre en application son fameux plan B. Sauf qu'il a dû renoncer par peur que la même chose arrive une fois son plan B dévoilé aux sénateurs pro-gouvernementaux. Selon lui, si la police n'a pas mis à exécution ce qu'il avait demandé par courrier aux autorités gouvernementales et policières, il n'y avait aucune raison de persister. Ce plan consistait à se réfugier à Pétion-Ville, plus exactement à l'Académie Nationale de Police sur la route de Frères où il allait organiser la séance de ratification de Fritz William Michel ce lundi 23 septembre. Mais, compte tenu que « la police lui a menti le 11 septembre et qu'elle a récidivé ce 23 septembre », il craignait que ce soit la même chose, peut-être même de les livrer aux manifestants qui prenaient déjà la direction de Pétion-Ville ; puisque entre-temps le bruit courrait que la séance allait être délocalisée à l'Académie de la police.

Avant même que le Président du Sénat annonce qu'il avait ce fameux plan B qui devait les conduire chez les policiers, les sénateurs de l'opposition avaient déjà communiqué la nouvelle auprès de leurs partisans et les manifestants présents au Sénat et fait passer le message sur les réseaux sociaux pour demander à la population de se rendre sur la Route de Frères où Carl Murat Cantave et le pouvoir comptaient organiser la séance de la discorde. Sitôt dit sitôt mobilisés. Avant que les manifestants du Bicentenaire quittent le bas de la ville, les axes menant vers Pétion-Ville et la Route de Frères étaient saturés. Une foule encore plus compacte faisait obstacle à la police et à tout ce qu'elle suspectait d'être de mèche avec le pouvoir pour ne pas prendre la route conduisant à l'Académie de police. Du coup, toutes ces péripéties ont poussé Carl Murat Cantave à laisser tomber pour de bon cette tentative de séance de ratification du Premier ministre Fritz William Michel sans pouvoir donner une nouvelle date. L'air totalement pessimiste et défaitiste, dans un entretien à Le Nouvelliste le jour même, le Président de l'Assemblée Nationale eut à déclarer : « Comment retenir une autre date pour la séance quand la sécurité des sénateurs n'est pas assurée ?

Comment retenir une autre date quand les chimères imposent leur loi au Sénat de la République ? Comment retenir une autre date quand on ne sait pas si la police est à même d'assurer notre sécurité ? Il faut qu'on soit sûr que la sécurité de tous les sénateurs soit garantie avant de programmer une autre séance… ». Autant dire jamais pour Nèg Kabrit la ! Peut-être pour un autre Premier ministre, certainement pas pour celui qui pose autant de problèmes au sein du Sénat. Quant au Président Jovenel Moïse, il a dû annuler son déplacement à New York faute d'avoir un Premier ministre et un gouvernement constitutionnel en place à Port-au-Prince. Impossible, en effet, d'aller prendre la parole devant la Communauté internationale et les grands de ce monde quand dans son propre pays depuis sept mois vous avez toutes les peines du monde à avoir un gouvernement et que vous dirigez sans aucun budget voté par la représentation nationale.

Même les secteurs économiques et d'affaires du pays se disloquent et se divisent bien que, comme tout corps constitué, ces secteurs n'ont jamais été homogènes. En effet, après avoir subi beaucoup de dégâts et de pertes lors de la journée du lundi 23 septembre, la Chambre de Commerce et d'Industrie d'Haïti (CCIH) pensait pouvoir parler d'une seule voix surtout après que certaines banques commerciales de la place aient été victimes, entre autres la BUH (Banque de l'Union Haïtienne) qui a perdu l'une de ses succursales située au Complexe 18 à Juvénat. Cette annexe après avoir été pillée, a été incendiée par des manifestants qui en ont profité pour saccager et piller une agence de médicaments qui était installée dans le même bâtiment. Une réunion d'urgence des responsables de cette association (CCIH) sur la crise et sur la position commune à tenir par rapport au pouvoir, a tout juste volé en éclat. Plusieurs des membres de la CCIH souhaitent la démission du Président Jovenel Moïse ; tandis que d'autres ne veulent pas entendre parler de cette option et restent solidaires du locataire du Palais national. Ainsi, le Président du CCIH, Frantz Bernard Craan, a préféré démissionner de sa fonction et a claqué la porte.

Bref, c'est le chaos total dans tout le tissu sociopolitique et économique haïtien. Finalement, sans s'en rendre compte, le Président Jovenel Moïse est devenu « l'irritant de la République », donc celui qui est responsable de la faillite officielle de la Nation. Durant ces semaines de folie politique, on a tout connu et tout vu. Ainsi, une ministre, celle de la Jeunesse, du Sport et à l'Action Civique, Manoucheka Néré, s'est fait malmener par des manifestants en colère à Juvénat, Pétion-Ville où le « gouvernement » de Fritz William Michel se réunissait pour débattre de son avenir. Voulant fausser compagnie à ses collègues ayant eu assez de rester enfermée dans une chambre d'hôtel, la ministre Manoucheka Néré prit le risque de quitter seule l'hôtel. Mal lui en prit ! Dès son apparition, elle a été prise à partie par les opposants qui montaient la garde devant l'hôtel Caribe Convention Center pour que les sénateurs pro-Jovenel ne viennent organiser la fameuse séance de ratification comme avait couru la rumeur après l'échec au Sénat et celui à l'Académie de Police. De justesse, la ministre s'est échappée des mains des manifestants et a vite rebroussé chemin en retournant à l'hôtel ; c'est sa voiture qui a fait les frais de la colère des opposants au régime qui scandaient : « Jovenel démission », « Jovenel en prison », « Nou pa vle nèg kabrit la », etc.

L'allocution de Jovenel Moïse du mercredi 24 septembre 2019

Le plus surprenant dans cette crise politique c'est que le chef de l'Etat ne fait vraiment pas grand-chose pour se tirer d'affaire. Alors que le pays est à feu et à sang, puisque tout le monde est armé et ça tire de partout, surtout avec les policiers qui commencent à être fatigués et énervés pour être mobilisés vingt-quatre heures sur vingt-quatre depuis des semaines afin de « Protéger et Servir », selon les devises de la police nationale d'Haïti, tout le monde attendait que le Président Jovenel Moïse s'adresse à la Nation dans l'idée d'expliquer à la population comment il compte prendre ses responsabilités devant l'histoire en annonçant des décisions capables de faire baisser la tension. Surtout que cela faisait longtemps qu'il n'avait pas pris la parole ; la dernière fois qu'il a fait une déclaration publique c'était lors de la graduation d'une nouvelle promotion d'officiers, sous-officiers et soldats de la nouvelle Force Armée Haïtienne (FAH) à la base militaire d'Anacaona à Léogane au mois d'août dernier. Depuis, plus rien. Pourtant, l'étau se resserre

istré qui a été diffusé sur la télévision publique à cette heure tardive dans un pays où, faute d'électricité d'une part et d'activités et de loisirs nocturnes d'autre part, les gens se couchent tôt. Sans oublier, bien entendu la problématique de l'insécurité qui contraint la population à s'enfermer entre quatre murs dès le coucher du soleil. De deux choses l'une, soit le Président Jovenel Moïse faisait exprès de faire passer ce message à cette heure où personne ne pouvait le regarder ni l'écouter ; soit il était persuadé qu'il n'avait rien à dire de nouveau à la population qui lui demandait de s'exprimer sur la crise. Alors, il a juste fait ressortir son ancien discours des émeutes des 6, 7 et 8 juillet de 2018 sans même le mettre à jour et l'a fait diffuser sur la télévision d'Etat.

Sinon, il n'y a pas d'autres explications possibles. A aucun moment le Président Jovenel Moïse ne pouvait



Quelle défaite de Fritz William Michel, il a disparu depuis lors de la scène politique du pays

de plus en plus autour du cou du Président de la République tant l'opposition occupe sans relâche tout l'espace politique depuis plus de trois semaines.

Sans parler de la pression médiatique concernant divers dossiers de corruption, de trafic d'influence dans l'affaire « Dermalog » et le scandale PetroCaribe dont la population attend toujours l'arrestation des premiers accusés. Muré depuis près de trois mois dans un mutisme qui en dit long, Jovenel Moïse avait fini par décider de s'adresser au pays le mardi 24 septembre 2019, suite à la grande mobilisation populaire qui a occasionné beaucoup de scènes de violence, de pillage un peu partout sur le territoire. De Port-au-Prince, la capitale à Cap-Haïtien en passant par Les Cayes, Gonaïves, Petit-Goâve, Jacmel, Mirebalais, Saint-Marc, etc, toutes les principales villes de la République ont été en proie à des manifestations monstres réclamant sans ambiguïté la démission du Président et surtout pour dire leur opposition à la ratification de « Nèg Kabrit la », Fritz William Michel. Avec cette nouvelle opération de « Peyi lok » ou « Pays fermé » et devant une telle tension, Jovenel Moïse avait jugé nécessaire de renoncer à aller à l'ONU et de fait, jugeait opportun de faire une communication radio-télévisée à l'attention de ses concitoyens.

Mais, quelle ne fût pas la surprise de tous d'apprendre le mercredi 25 au matin que Jovenel Moïse s'était adressé à la population au moment où même les insomniaques les plus endurcis cherchaient par tous les moyens à dormir un peu. Il était, en effet, deux (2) heures du matin, oui en pleine nuit, ce mercredi 25 septembre 2019 quand a été diffusée sur la TNH (Télévision Nationale d'Haïti) l'allocution du chef de l'Etat. Or, ce qui paraît encore plus bizarre ou curieux, c'est que cette intervention n'a pas été faite en direct.

C'est un message préenreg-

penser que cette « Opération Chanpwèl » qui le met au même niveau que ses tristement célèbres prédécesseurs le rendrait plus crédible, plus sérieux et plus sincère par rapport à l'appel qu'il a une nouvelle fois lancé à l'opposition pour le rejoindre dans une gouvernement d'union nationale. Comment les conseillers politiques, les conseillers en communication d'un chef d'Etat pouvaient-ils suggérer de s'adresser en temps de paix à ses compatriotes ou ses concitoyens à une heure pareille ? Difficile de comprendre cette stratégie.

Aujourd'hui, dans le monde entier, même dans les régimes politiques les plus rétrogrades, des dictatures religieuses les plus conservatrices, les dirigeants ne s'adressent pas à leurs populations à des heures aussi insolites. C'est une insulte !

C'est même prendre les gens pour des idiots. Avec cette « Opération Chanpwel », certains disent « Zobop », Jovenel Moïse fait tout pour ressembler et marcher dans les pas de ceux avant lui qui utilisaient ces heures dignes des grands malfaiteurs pour communiquer avec on ne sait qui, en tout cas pas avec des êtres vivants. Car, sauf erreur de notre part, il faut être vraiment insomniaque sévère pour qu'à 2 heures du matin on soit encore débout prêt à regarder ou écouter une allocution creuse, sans envergure, sans décorum et totalement sans suspense et qui ne colle pas à la réalité politique de l'heure. Le Président Jovenel Moïse, encore une fois, a raté une belle opportunité pour revenir dans le débat.

Il aurait pu mettre son mandat en jeu et mettre l'opposition devant ses responsabilités en lui proposant de venir avec un Premier ministre de son choix afin d'ouvrir le dialogue qu'elle ne cesse de demander sans vraiment y croire et surtout sans aucune conviction. Il n'a rien à gagner en

suite à la page(16)

Warning Against Foreign Intervention, the Movement to Oust Jovenel Shows No Signs of Weakening



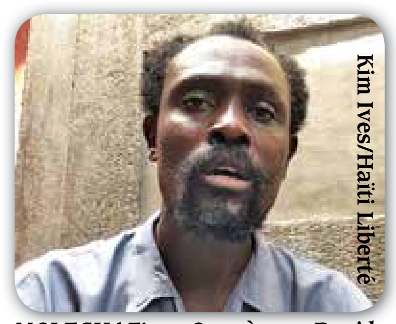
On Fri. Oct. 4, a gargantuan demonstration of many, many thousands marched on the UN headquarters in Haiti

by Kim Ives

The second of two-parts

On Sep. 29, the Belmart Supermarket in Tabarre, near the U.S. Embassy and a UN base, was jam-packed with well-to-do Haitian and foreign shoppers stocking up on food, water, and other supplies. They might have been preparing for a hurricane, and, in a manner of speaking, they were: a hurricane of popular anger and frustration that was due to arrive the next day, on the Sep. 30, 1991 coup's 28th anniversary.

With every passing day and week, the movement to oust President Jovenel Moïse and his cronies grows in size, strength, and resolve.



MOLEGHAF's Oxygène David: ""We have a rotten opposition, which preaches that we should concoct solutions in concert with the imperialists and reconcile with the bourgeoisie, both of which foisted this corrupt, bloody PHTK regime on the Haitian masses

Sep. 30 did not disappoint; it saw the capital completely shut down by barricades and widespread street demonstrations. Over the following two days, there were still burning barricades and scattered protests, but commerce and traffic picked up about 50%.

As if to rekindle things, on Oct. 3, the United Nations Security Council in New York (at the request of the Dominican Republic, which currently sits on the Council) held an informal "brain-storming" session on the Haiti crisis that resulted in no resolution. The next day, Fri. Oct. 4, a gargantuan demonstration of many, many thousands marched from the capital's Nazon/Delmas Roads intersection (the traditional starting point these days) to the UN headquarters in Haiti. The demonstrators' message: no more foreign military occupation, no more foreign meddling, stop supporting the Moïse regime.

The UN Mission for Justice Support in Haiti (MINUJUSTH) is due to finally end on Oct. 15. The departure of its 1,300 international police officers will mark the end of over 15 years of UN Security Council military control over Haiti. Last Friday's protest was aimed at thwarting any attempt to use the current crisis as an excuse to redeploy an "international peacekeeping force" in Haiti.

On Mon., Oct. 7, another large demonstration flooded the central square, the Champ de Mars, near the National Palace, to demand Jovenel's resignation.

As tensions and confrontations grow, so has the death toll. At least 17 people have been killed in the last four weeks of protests, and more than 200 injured, although opposition and popular organization leaders say those figures may be conservative.

Barricades go up, then a heavily armed and armored police unit creeps in to clear it away. After the unit leaves, the barricade is rebuilt. It appears a futile contest, like sweeping back the ocean with a broom.

Sometimes, however, skirmishes erupt between the police and protestors. One happened on the afternoon of Sep. 30 at the Nazon/Delmas intersection. A man wearing a TV 2000 press pass showed *Haïti Liberté* a handful of spent shell casings from bullets the police had fired at protestors that very day, he said.

While *Haïti Liberté* was there for about an hour, the police fired tear-gas grenades at protestors, who responded by throwing rocks. Many watched the battle from their rooftops. Some policemen even threw rocks back at demonstrators from the top of the overpass above the Nazon Road.

With the arrival of the new Haitian National Police (PNH) chief Normil Rameau, there has been a sharp escalation of police and pro-regime paramilitary violence, said Mario Joseph, the lead lawyer of the International Lawyers Office (BAI).

"There is a huge difference between the police conduct under former PNH chief Michel-Ange Gédéon and the new chief Normil Rameau," he said in an Oct. 1 interview at his Port-au-Prince office after returning from Washington, DC, where he presented the problem on Sep. 23 to the Inter-American Commission on Human Rights (IACHR). "Rameau has only been in office about a month, but already there has been a marked increase in summary executions... Normil Rameau is someone that Jovenel Moïse put in place to help him carry out repression."

Rameau also appears to be working hand-in-hand with paramilitary death-squads, Joseph said, a scourge that has dogged Haiti's democratic struggle since the Duvalier regime's 1986 fall. An example is the Sep. 28 murder of Josemano "Badou" Victorieux, the leader of *Baz 47* (47 Base) in Delmas, a popular organization. Badou was gunned down near Rendez-Vous 33 Resto in Delmas 33. "This kidnapper regime's henchmen assassinated him for demanding change for the Haitian people," said Mackenson Desrosiers, a Baz 47 member, sitting on a stoop just off Delmas 47 with his comrades.

Baz 47 is affiliated with the Dessalines Children party of former Sen. Moïse Jean-Charles, who said that six of his party's militants were killed between Sep. 23-29.

Despite its tenacity, the movement to oust Jovenel remains largely spontaneous and uncoordinated. There is no single guiding party or organization. The masses tolerate but are not enamored with the two principal opposition fronts: the Consensual Alternative for the Nation's Refounding (previously the Democratic and Popular Sector) and the Patriotic Forum of Papay. The former counts in its leadership Sens. Youri Latortue and Joseph Lambert, both former close allies of Jovenel Moïse and infamous for their corruption.

The two senators represented the Alternative at a meeting in Pétionville on Sep. 30 with the "Core Group," as are called the ambassadors of nations and institutions allied with Washington. The "Core Group" is made up of the ambassadors of the U.S., France, Germany, Brazil, Canada, Spain, the EU, and the special representatives of the Organization of American States (OAS) and the UN Secretary General.

The Patriotic Forum also sent ex-senators Edmonde Supplice Beauzile of the social-democratic Fusion party and Edgard Leblanc Fils of the Struggling People's Party (OPL) to the meeting, which included former President Michel Martelly's Prime Minister Evans Paul, representing the regime.

The meeting's purpose was to fashion a solution to the crisis in conjunction with the very powers that helped bring Martelly's and Jovenel's Haitian Bald-Headed Party (PHTK) to power. Watching such negotiations, the masses are justifiably distrustful.

"We have a rotten opposition, which preaches that we should concoct solutions in concert with the imperialists and reconcile with the bourgeoisie, both of which foisted this corrupt, bloody PHTK regime on the Haitian masses," said Oxygène David, the secretary general of the National Movement for Liberty and Equality of Haitians for Fraternity (MOLEGHAF), based in the gritty hilltop slum of Fort National. "The masses unfortunately have not yet been able to forge their own vanguard, so scoundrels and opportunists currently have the leadership, proning class collaboration. We denounce that, and that is why they marginalize us and other revolutionary organizations."

One of the busiest members of the bourgeoisie has been Réginald Boulos, who supported the 1991 and 2004 coups and saw his stores burned by angry demonstrators last summer when this latest uprising began. Since then, he has sought to convert himself into the masses' champion, launching a political party called the "Third Way."



At the Nazon/Delmas intersection, a protestor holds the spent casings of bullets he claims police fired at demonstrators

Boulos has allied himself with the Alternative and the Forum fronts and has distributed lots of money to popular organizations in Cité Soleil, the capital's largest slum and spring of rebellion.

"We in MOLEGHAF denounce this so-called 'Third Way' as merely a way to trick, combat, and destroy the working class seeking to build its own vanguard," Oxygène said. "We denounce this phony, demagogic opposition, both the Alternative and Forum of Papay, which are working with Boulos and their program of class collaboration, which is only aimed at allowing Boulos to maintain political power and even try to become president."

There was another sign that the local and international bourgeoisie is alarmed and abandoning Jovenel. This week the American Chamber of Commerce in Haiti (AMCHAM) put out a hand-wringing note that the Haitian people have been "taken hostage by a political war," causing " an unprecedented deterioration of the national economy which is gradually destroying the formal business sector."

"The path is clearly drawn to bury our homeland in misery, insecurity, and total anarchy, because the approach chosen so far has unfortunately failed," AMCHAM concluded.

The alarm even is being felt overseas in Miami, where House Speaker Nancy Pelosi attended a Haitian community meeting hosted by Rep. Frederica Wilson on Oct. 3.

The event at the Gérard Jean-Juste Community Center in Oak Grove Park featured a panel of six local Haitian leaders: Miami Dade County Commissioner Jean Monestime, City of North Miami Beach Commissioner Michael Joseph, lawyer Karen André, Gepsie Mettelus of Sant La Haitian Neighborhood Center, activist/teacher Carline Paul, and Marleine Bastien of Family Action Network Movement (FANM).



Panelists at the Oct. 3 community meeting in North Miami: (left to right) lawyer Karen André, activist Gepsie Mettelus, teacher Carline Paul, Rep. Frederica Wilson, House Speaker Nancy Pelosi, Miami Dade County Commissioner Jean Monestime, North Miami Beach Commissioner Michael Joseph, and activist Marleine Bastien

The meeting began with mostly vapid politician remarks by Pelosi, Wilson, Monestime, and Joseph. But then it erupted (much to Pelosi's discomfort) into a trial of and outcry against U.S. policy in Haiti, beginning with remarks by Karen André, the daughter of famed protest singer Farah Juste, who

suite à la page(16)

« LE SOCIALISME, C'EST

ENTRETIEN AVEC FATI



Le 5 juillet 2019, de partout les habitants de la capitale convergent vers le centre-ville. Par grappes, enroulés dans les couleurs du pays, ils finissent par ne former plus qu'un.

Par Laurent Perpigna Iban*

« C'est un moment unique. Un moment qui ne revient pas. » Dans les rues d'Alger, un groupe de jeunes garçons et femmes pèsent la dimension révolutionnaire de ce Hirak — « mouvement », en arabe1 — qui secoue le pays depuis maintenant 21 semaines. Initié après l'annonce de la candidature du désormais président déchu Abdelaziz Bouteflika pour un cinquième mandat, ce cycle de protestation a fait du chemin, élargissant ses revendications « dégagistes » à l'ensemble de la « issaba » : comprendre « le gang » des dirigeants, fonctionnaires et hommes d'affaires du système. Celles et ceux qui réclament chaque vendredi le départ du chef de l'État par intérim Abdelkader Bensalah ainsi que celui du chef d'état-major des armées Gaïd Salah le savent : face aux contre-attaques d'un régime qui tente par tous les moyens de se maintenir, il faut s'organiser. Reportage au cœur d'une Algérie en quête d'affranchissement.



Alger est plongée dans une chaleur accablante. Pourtant, le 5 juillet 2019, de partout les habitants de la capitale convergent vers le centre-ville. Par grappes, enroulés dans les couleurs du pays, ils finissent par ne former plus qu'un. Il n'est pas encore 14 heures sur la rue Didouche Mourad mais la portée historique de cette journée s'impose à tous. Les chants résonnent. Les frissons montent. Si l'émotion est à ce point intense dans les rues d'Alger, c'est bien qu'il flotte dans l'air brûlant une saveur particulière : après 4 mois et demi d'une mobilisation intarissable — en dépit de la répétition des manifestations, des fortes chaleurs, du mois de jeûne ou des intimidations du pouvoir —, ce vendredi a le visage d'un rendez-vous entre les Algériens et leur histoire. D'autant que cette journée coïncide avec la célébration de l'indépendance du pays, qui verse ordinairement dans l'entre-soi des officiels et des militaires, celui-là même au sein duquel les Algériens n'ont pas leur place. Conséquence : le Hirak s'est certainement offert un de ses plus beaux tours de force depuis ses premiers rendez-vous, offrant une nouvelle bouffée d'oxygène à ses protagonistes.

Pressions et répression

Rien n'était écrit : des jours durant, manifestants et dépositaires de l'ordre public se toisaient à distance, chacun promettant à l'autre de gagner la bataille de la rue. La répression policière des marches s'est montrée très inégale selon les semaines, oscillant entre charges violentes, bombes lacrymogènes, balles en caoutchouc, matraques et attitude parfois plus passive. « Les anciennes générations qui ont vécu les événements d'octobre 1988, les années 1990 ou encore le Printemps noir de 2001 qualifient cette répression de modérée. Néanmoins, de nombreux blessés ont été dénombrés au cours des premières semaines de manifestations, et au moins un mort2. Si les violents heurts entre policiers et manifestants des premiers mois se font plus rares aujourd'hui, c'est parce que la stratégie répressive semble avoir changé : depuis près d'un mois, ce sont les arrestations arbitraires qui ont pris de l'ampleur, le plus souvent en début de marche », analyse Awel Haouati, doctorante en anthropologie. Une vague d'arrestations qui donne suite au discours du général Ahmed Gaïd Salah, devenu l'« homme fort » du pays depuis la démission de Bouteflika, menaçant quiconque exhibe un autre drapeau que le national : depuis, des dizaines de personnes ayant brandi les couleurs amazigh3 ont été arrêtées, coupables aux yeux de Gaïd Salah de « tentatives d'infiltration des marches populaires ». Si ces pressions n'ont pas muselé le Hirak, elles ont a contrario contribué à renforcer le sentiment de légitimité de ses centaines de milliers d'acteurs : la mise en détention le 29 juin du vétéran de la guerre d'indépendance Lakhdar Bouregaâ, 86 ans, pour « atteinte au moral de l'armée », a provoqué une onde de choc considérable dans le pays.

Le matin de ce 5 juillet, les forces de l'ordre quadrillent Alger de façon militaire, occupant les points les plus stratégiques de la ville. Au milieu de la matinée, la volonté des autorités de réduire au maximum la mobilisation semble presque récompensée : les premières vagues de manifestants sont cantonnées sur les trottoirs des alentours de la Grande Poste, pourtant épicentre de la contestation au niveau national. Mais la partie n'est pas gagnée pour autant : après la prière hebdomadaire, des dizaines de milliers de personnes rejoignent l'hyper-centre d'Alger. L'étau policier se voit contraint de se desserrer sous la pression populaire. « Nous étions bloqués sur les trottoirs pendant de longues minutes. La foule arrivant de partout, la police a dû relâcher le cordon. C'est comme si nous avions gagné une bataille », nous raconte Hamou Merzouk, jeune journaliste et militant. Dès lors, ce sont des marées humaines qui vont affluer des quatre coins de la capitale.

Depuis le début du mouvement, même si de nombreux manifestants arrivent le matin, souvent depuis des quartiers éloignés du centre-ville ou des banlieues, la marche ne débute qu'après la prière du vendredi, salat el djoumou'a, comme nous l'explique Awel Haouati : « C'est devenu une sorte de rituel : les gens arrivent petit à petit dans le centre, un peu plus tard depuis que les grosses chaleurs ont commencé. Ils se mettent à l'ombre en attendant les sorties des mosquées. Il y a une sorte de synchronisation collective, on attend tout le monde avant de commencer. La plus grande vague arrive donc vers 14 heures, les intimidations et les arrestations de la matinée se font plus rares face à la foule. Il faut savoir aussi que la répression policière et les arrestations sont beaucoup plus présentes dans la capitale, où le dispositif policier est le plus important. »





Des manifestantes réclament la libération de militantes interpellées pour avoir brandi le drapeau amazigh.

« État civil, pas militaire »

Clairement influencé par la jeunesse « ultra » active dans les tribunes populaires des stades algériens — et à qui le Hirak algérien doit quelques-uns de ses premiers hymnes —, la marche du



Un manifestant algérois porte une écharpe à l'effigie de Lakhdar Bouregaâ, (Photo Laurent Perpigna Iban)

PRÉSERVER LE VIVANT »

H MEHMET MAÇOGLU !





Le peuple exige le départ de tous les membres du« gang » des dirigeants, fonctionnaires et hommes d'affaires du système

5 juillet est rythmée par des protestations qui, sans trêve, s'enchaînent : « Algérie libre et démocratique », « Le système, dégage ! », « Kabyles et Arabes sont frères, Gaïd Salah est un traître », « État civil, pas militaire ». Mais c'est probablement « Le peuple veut l'indépendance » qui devient — contexte oblige — le slogan vedette : « La portée politique de ce slogan est limitée à l'idée que le peuple algérien a aujourd'hui besoin d'une nouvelle indépendance. Une manière d'exprimer clairement que le pouvoir en place a confisqué l'indépendance du pays », nous dit l'universitaire algérois Nadir Djermoune. Le reste, ce sont des heures de marche, de ferveur. De désobéissance, aussi, avec la présence — discrète au début, beaucoup moins à la fin — de drapeaux amazighs au sein du cortège. Et les images de violences policières qui ne tarderont pas à envahir les réseaux sociaux n'occulteront pas l'information essentielle de cette journée : c'est tout un pays qui est, pour la 20e semaine consécutive, descendu dans la rue. Alors, le lendemain, les journaux rivalisaient de superlatifs pour qualifier cette journée : « Du jamais vu depuis 1962 » pour El Watan ; « La RUE s'approprie le 5 juillet » pour Le Soir d'Algérie ; « Rendez-nous notre indépendance » pour le quotidien Liberté.

Même si c'est une victoire que la rue semble célébrer, nul ne verse dans le triomphalisme. Chacun le sait : cette date, aussi clé soit-elle, n'est qu'une étape. D'autant que les échos en provenance des espaces de dialogue fraîchement créés interrogent et suscitent le débat. Hamou Merzouk tient à mettre les choses au clair : « Les partis d'opposition ? Il n'y a pas de partis d'opposition aujourd'hui pour nous. Opposition à qui ? À l'armée ? Aujourd'hui, il n'y a que deux camps, celui de ceux qui écoutent le peuple et qui sont avec lui, et, de l'autre, les opportunistes qui en sont les ennemis. » Pour Djalal Mokrani, vice-secrétaire de l'organisation Rassemblement Actions Jeunesse (RAJ) — active depuis 1993 sur le front des luttes sociales —, la situation est extrêmement préoccupante : « Gaïd Salah essaye de gagner du temps en vue de la concrétisation de sa propre feuille de route, tout en tentant par tous les moyens de casser cette révolution. Ils tenteront d'aller jusqu'au bout afin de sauver le régime politique, et il faut être réalistes : nous assistons à une régression démocratique au bout de 20 semaines de mobilisation, avec l'arrestation de figures emblématiques, de jeunes militants… Il suffit d'avoir une opinion différente de celle du pouvoir militaire pour être ciblé. »

Parallèlement, les vagues de mises sous mandat de dépôt prononcées à l'encontre d'hommes d'affaires, de politiciens et de ministres questionnent la stratégie du chef des armées : « Le clan de Gaïd Salah adapte sa stratégie au contexte et, en procédant à ces arrestations, il tente de mettre en avant sa volonté de changement afin de gagner en légitimité. Mais il est clair que rien n'a changé : notre justice n'est pas plus indépendante aujourd'hui qu'hier, l'appareil judiciaire est seulement passé des mains du clan Bouteflika à celui de Gaïd Salah », poursuit Djalal Mokrani.

La fin d'un cycle ?

Quatre jours plus tard, le 9 juillet, expire le mandat du chef de l'État intérimaire Abdelkader Bensalah. Sa prolongation, validée par le Conseil constitutionnel — qui avait également validé la candidature d'Abdelaziz Bouteflika pour un cinquième mandat —, est perçue comme une nouvelle offense pour une grande partie des Algériens. Pur produit du régime, Bensalah se trouve aujourd'hui dans l'œil du cyclone, et les milliers d'étudiants, qui ont battu le pavé lors de la traditionnelle manifestation du mardi, le 9 juillet, n'ont pas manqué de l'égratigner tout autant que Salah. Le climat anxiogène, nourri par le spectre d'un pays désormais plongé dans le vide constitutionnel, est entretenu à dessein par le pouvoir en place afin de justifier sa légitimité.

Alors, quels leviers utiliser pour déraciner le pouvoir de son trône ? « Si le mouvement est large et qu'il échappe au contrôle du pouvoir, il n'y a pas pour autant d'initiative politique représentative, malgré la très forte mobilisation. La seule initiative vient de partis politiques qui ne sont pas représentatifs de quoi que ce soit, sinon d'eux-mêmes. Même si elle est à l'écoute, la société civile4 n'est pas aujourd'hui représentée politiquement. C'est elle qui tient la rue, et elle aura besoin tôt ou tard d'une initiative crédible. En parallèle, le pouvoir cherche à gagner du temps… Jusqu'à quand, c'est la grande interrogation », poursuit Nadir Djermoune. Et le risque, pour beaucoup, est bien là : réduire la crise structurelle algérienne à la seule question d'une élection présidentielle. Cet écueil trahirait les rêves de révolution démocratique portés depuis le 22 février 2019. « Il y a d'un côté un système machiavélique qui maîtrise parfaitement la ruse politique, et qui tente d'étouffer cette révolution afin de permettre au régime de se régénérer, et de l'autre, une société civile qui s'organise, des citoyens qui se réapproprient la vie politique… Nous sommes face à une société qui est prête à déjouer toute tentative de manœuvre », tranche quant à lui Djalal Mokrani, empreint d'optimisme.

Bravant les interdits, la répression, mais aussi la peur de lendemains incertains, les centaines de milliers d'Algériens et d'Algériennes mobilisés n'ont de cesse d'entretenir le rapport de force. Mais pour Nadir Djermoune, la ritualisation des manifestations du mardi pour les étudiants et du vendredi pour l'ensemble de la population montre les limites du mouvement : « Au début, il y avait l'émergence d'une organisation dans les usines, dans les administrations ou dans l'enseignement. Mais elle s'est vite rattachée et limitée aux manifestations du vendredi. Les syndicats, s'ils ont pris des



positions de principe, n'ont pas lancé d'appels massifs à la grève générale. Une situation un peu analogue à celle des gilets jaunes en France. Même scénario au sein des universités : il y a eu des tentatives, mais désormais cela se limite aux rendez-vous du mardi. C'est là, à mon sens, l'échec de la dimension révolutionnaire du mouvement. Pour l'heure seulement : il est possible que cela évolue et que nous assistions à l'émergence d'un nouveau cycle de mobilisations. »

En attendant, la rue ne transige pas sur les préalables qu'elle souhaite voir satisfaits avant toute négociation, et en premier lieu la libération des personnes incarcérées pour des délits d'opinion : « Nous avons besoin de gens sincères, de personnes crédibles, qui n'ont pas participé à ce régime responsable de la dilapidation du pays. Tant qu'il n'y aura pas de rupture, nous ne pourrons avancer », nous confient les garçons et les filles du RAJ dans leurs locaux. « Il y a des discours ambigus d'une partie de la classe politique, qui revendique être proche du peuple mais qui veut organiser des élections le plus rapidement possible. Il nous faut des préalables. Nous ne voulons plus d'un président qui soit guidé par la même classe. Nous voulons un Président qui soit guidé par le peuple, avec des institutions libres et indépendantes. La refondation de l'Algérie, cela signifie aussi la refondation des institutions du pays. Qu'elles soient, enfin, libres et démocratiques », conclut Hamou Merzouk. Le dialogue national dit « inclusif » a ainsi tout d'un trompe-l'œil : tandis qu'il assure au régime et à l'armée le sacro-saint rôle de « gardien de la démocratie », il est hanté par ceux qui ont servi fidèlement le système Bouteflika, et qui tentent de survivre au séisme politique toujours en activité depuis février. Dans les rues d'Alger, d'Oran, de Bejaia, de Tizi Ouzou, d'Ouargla ou de Tamanrasset, plus personne n'en doute : lorsque l'organisation de nouvelles élections présidentielles sera annoncée, tous et toutes seront relégués par le pouvoir au rang d'ennemis de la démocratie. Coupables de s'y opposer, et de vouloir sauver leur pays de ses vieux démons.

Notes

1. Terme générique associé à différents mouvements politiques et sociaux : d'abord au milieu des années 2000 au Hirak el Djamouk yéménite, puis en 2016 au mouvement populaire du Rif au Maroc, avant d'être repris dans le cadre des protestations algériennes.

2. Le 12 avril, à Alger, après que la police a dispersé la foule en envoyant des gaz lacrymogènes jusque dans le tunnel des facultés — depuis fermé chaque vendredi —, un jeune homme de 23 ans, du nom de Ramzi Yettou, était retrouvé dans un état comateux. Des témoins ont affirmé qu'il avait été frappé par des policiers alors qu'il rentrait de la marche avec ses proches. Il est mort après une semaine de coma, le 19 avril.

3. Le drapeau amazigh représente l'identité berbère ainsi que sa langue, très présente en Afrique du nord.

4. Si Nadir Djermoune emploie ici le terme de « société civile » dans un sens large, pour souligner la crise de représentativité que connaît le mouvement et de façon générale la population algérienne, il est important de souligner que cette notion désigne aussi, dans le contexte algérien, l'ensemble des associations, partis, collectifs et personnalités politiques qui organisent, depuis le mois d'avril, des réunions pour tenter d'amorcer un dialogue avec les tenants du pouvoir. Mais ces « réunions de la société civile », aujourd'hui au nombre de trois, sont loin d'être homogènes et de faire l'unanimité. Les points de désaccord autour de ces initiatives concernent principalement la participation d'anciens du système auxquels l'on reproche de vouloir se recycler, les préalables à l'initiation d'un dialogue (la libération des détenus, par exemple), ou le fait que celles-ci ne soient pas assez inclusives. Ainsi, les étudiants, pourtant en tête du mouvement depuis le début, ont longtemps été écartés de ces réunions.

Reportages 22 juillet 2019
Ballast 22 juillet 2019

Photographies de bannière et de vignette : Laurent Perpigna Iban

*Journaliste indépendant et blogueur. Travaille essentiellement sur la question du Proche et du Moyen-Orient, ainsi que sur les « nations sans État ».

Produire en construisant le socialisme au Venezuela

Par David Gómez Rodríguez

Desde las manos construimos ese país
En hilos en telares para el manto,
un país que va haciendo el camino
Para lugar preferido para ese paso
Carlos Roberto Gómez

La vraie raison pour laquelle le pays, sous l'assaut de la guerre impérialiste, fait face à cette grave crise, est une raison structurelle et non circonstancielle. Il est vrai que sans la persécution des Etats-Unis nous ne serions pas dans cette situation, mais étant la nature de l'impérialisme contraire à la démocratie et donc hostile et violent, il est notre devoir de construire un modèle de production qui garantit une révolution économique profonde. C'est-à-dire qu'elle démocratise efficacement les moyens de production fondés sur les types de propriété inscrits dans notre constitution et qu'elle accorde une attention particulière à la propriété communale et étatique, tout en consolidant au niveau international les alliances qui se tissent autour d'un monde pluripolaire, donnant lieu à de nouveaux scénarios, où les peuples jouissent du respect qu'ils méritent pour la paix et le développement.

Alors que la révolution politique a jeté les bases d'une révolution plus profonde et que le peuple a pris des mesures importantes dans le cadre d'expériences spécifiques dans cette direction, différents facteurs, y compris le pouvoir des secteurs réformistes au sein de l'État, ont empêché une radicalisation accrue dans ce domaine en ces années de révolution et nous ont conduit à un état de stagnation à cet égard. En ce sens, oui, il est nécessaire d'appeler le pays à la production pour vaincre les sanctions et le sabotage par la souveraineté économique, mais en même temps il est vital pour notre projet bolivarien d'encourager à nouveau le débat sur les modèles de gestion et de direction du socialisme, et de définir autour des structures populaires que la révolution elle-même a créées, les mécanismes par lesquels nous pouvons gérer efficacement les ressources du territoire, à savoir l'avancement vers le socialisme communautaire et productif. Si nous visons des politiques visant à construire un appareil productif puissant et négligeons l'essence chaviste de ce projet, nous répondrons à l'attaque de l'impérialisme, mais nous ne progresserons pas nécessairement vers notre objectif stratégique : le socialisme.



Un objectif commun à toutes les formes de socialisme est le développement humain, une nouvelle vision du développement qui mérite un nouveau système, un nouveau modèle de gestion.

Socialisme, démocratie et développement humain

Mais comment construire ce socialisme ? Développer la plus radicale des démocraties. C'est-à-dire que le socialisme doit être le fruit du travail du peuple lui-même, de la classe ouvrière qui, bien que battue, est de plus en plus préparée sur le plan organisationnel et intellectuel. Le socialisme bolivarien du XXIe siècle se matérialise dans les structures communales, ce qui élargit les possibilités de développement des personnes tout en tissant de nouveaux circuits de pouvoir visant à vaincre l'Etat bourgeois. C'est pourquoi Lebowitz (2013) souligne que » indépendamment de toutes les différences, tous les chemins vers le socialisme doivent nécessairement créer les conditions permettant aux êtres humains de se transformer par leur activité » ; ainsi, un objectif commun à toutes les formes de socialisme est le développement humain, une nouvelle vision du développement qui mérite un nouveau système, un nouveau modèle de gestion.

Nouveau modèle de gestion

Des questions telles que la planification économique démocratique doivent recevoir un sens pratique. Seul un modèle de gestion dans lequel les travailleurs participent à tous les niveaux de la prise de décision qui détermine la production permet de parler d'un système de gouvernement socialiste, puisqu'il s'agit non seulement de permettre à tous d'avoir accès au travail dans un moyen de production au service du développement de la nation, mais il faut aussi que la gestion soit dirigée directement par ceux qui y travaillent, sous la direction politique du gouvernement communal qui agit à son tour en fonction des objectifs fixés par le parti (nous avons évidemment encore beaucoup à faire pour atteindre ce point). Les outils juridiques pour rendre cela possible sont les lois du pouvoir populaire, de même que l'union civilo-militaire dans l'alliance entre les structures communales et les milices nationales bolivariennes, il est possible de concevoir des plans pour garantir la production, considérant cela comme une question de souveraineté. Nous sommes actuellement dans une situation de guerre, où les circonstances nous permettent de mettre en œuvre de nouvelles formules, il est nécessaire de faire progresser la stratégie hybride dans le but d'intégrer autant d'acteurs que possible à la reprise économique, cependant, il est fondamental d'avancer dans tous les espaces possibles vers l'Etat communal.

L'Etat communal et sa relation avec le contrôle des travailleurs

La construction du socialisme bolivarien du XXIe siècle suppose le succès de l'Etat communal. Cela doit nécessairement aller au-delà du simple politique pour inclure l'économique. Néanmoins, les contradictions s'aiguisent lorsque, dans le cadre de la lutte des classes, les travailleurs s'organisent non seulement pour créer des entreprises mais aussi pour les prendre ou les « récupérer ». Alors, dans un contexte de guerre, où une grande partie de la bourgeoisie nationale s'est prêtée à collaborer directement ou indirectement à la guerre contre les peuples, n'est-il pas temps d'encourager ce débat au sein des peuples et de rappeler les raisons structurelles de la misère dans le monde ? Produire ? Produire où et comment produire ? Le débat conduit à la démocratisation des moyens de production. Dans le socialisme, c'est le cœur du problème.

Nous devons réincorporer Marx dans le débat économique avec la même emphase avec laquelle nous avons incorporé notre Libérateur Simon Bolivar lorsque nous parlons d'indépendance, sinon nous courons le risque de perdre la boussole, car dans le capitalisme il est aussi produit et il ne s'agit pas de résoudre le problème économique en évitant la raison de la révolution politique menée : la construction du Socialisme bolivarien du XXIème siècle. Il s'agit de vaincre la guerre économique en développant notre modèle de développement économique, politique, social et culturel. C'est pourquoi nous devons faire en sorte que chaque espace productif que la révolution consolide avec le peuple soit un espace où se développent de nouvelles relations, que les graines deviennent nourriture et en même temps des étoiles rouges que nous pouvons planter dans notre pays tricolore.

Venesol 1er octobre 2019

Argentine : Le résultat du modèle de Macri et du FMI : 16 millions de pauvres

Par Guadalupe Bravo

L'Indec (Instituto Nacional de Estadística y Censos) a confirmé qu'au premier semestre 2019 la pauvreté s'élevait à 35,4% de la population. Ces 4 millions de nouveaux pauvres en un an sont l'expression de l'échec du modèle macriste, d'une pauvreté structurelle qui, depuis trois décennies, ne fut pas inférieure à 20% (sauf pour 2011), et une conséquence des plans d'ajustement du FMI. Le péronisme est aussi responsable des lois que Macri a votées au Congrès, des mêmes ajustements qu'il applique dans les provinces qu'il gouverne, ainsi que la CGT (Confédération générale des travailleurs) qui laisse passer toutes les attaques.

Un peu plus d'un an après le retour du Fonds monétaire international (FMI) sur la scène nationale, et son ingérence dans la direction de l'économie, l'Indec a confirmé que dans la première moitié de l'année la pauvreté a augmenté de 8,1% en glissement annuel. La pauvreté est passée de 27,3% au premier semestre 2018 à 35,4% en 2019, un record en 17 ans.

Il y a 4 millions de nouveaux pauvres, une réalité alarmante, conséquence de l'échec du modèle M et de l'ajustement sauvage exigé par le FMI, voté par les députés et sénateurs péronistes au Congrès lors de l'approbation du budget d'ajustement 2019.

La pauvreté fait mal: 52,6% des enfants de moins de 14 ans sont pauvres en Argentine. Et l'indigence [un revenu pour une famille inférieure à 249 dollars par mois] a augmenté à 7,7 %. L'Indec a indiqué que le «revenu familial total moyen du ménage pauvre» s'élevait à 18'437 pesos (319 dollars), le «panier alimentaire de base moyen du ménage pauvre» est fixé à 30'379 pesos (526 dollars). La différence entre le revenu et le pouvoir d'achat effectif de biens de base se traduit par un «écart monétaire moyen des ménages pauvres» de 11'942 pesos» (207 dollars)

Cette pauvreté monétaire a durement frappé les secteurs de l'agglomération de Buenos Aires, où elle est passée de 31,9% à 39,8%, touchant 4'864'475 personnes.

La pauvreté structurelle en tant que discipline sociale

Au cours des trois dernières décennies, les niveaux de pauvreté monétaire dans le pays n'ont pas chuté en dessous du seuil de 20 %. Cette réalité, qui implique des vies de misère pour un secteur très important de la population, est devenue consolidée et structurelle. Examinons-le.

Suite à l'hyperinflation de 1989, la pauvreté a fait un bond qualitatif, principalement parce que le pouvoir d'achat des revenus a été pulvérisé, atteignant 47% en octobre de la même année. Dans les années 1990, sous le régime du ménémisme (de Carlos Menem, président de 1989 à 1999), les niveaux de pauvreté ont diminué à mesure que l'inflation était maîtrisée, mais n'ont jamais passé sous la barre des 20%. Un autre bond de cet indicateur a été enregistré lors de la crise de 2001 et en 2002: 50 % de personnes furent frappées par la pauvreté.

Comme l'affirme Esteban Mercatante, le «modèle de croissance inclusive» du kirchnerisme [Nestor Kirchner 2003-2007; puis Cristina Fernandez de Kirchner 2007-2015] n'a jamais abouti à un taux de pauvreté inférieur à 20%, sauf en 2011. Et les années suivantes, il a été en crescendo.

La pauvreté dite structurelle en Argentine est d'environ 20%, et ni les péronistes, ni le parti radical, ni «Unis pour le changement» de Macri n'ont mis en œuvre des mesures fondamentales pour mettre fin à ce fléau social, pourquoi cela arrive-t-il? Le capitalisme est un système de production mondial basé sur l'exploitation du travail humain qui accroît les inégalités sociales dans son sillage, donc avec une minorité de plus en plus riche et une masse de personnes de plus en plus pauvres. Selon Oxfam, «la pauvreté est une épidémie qui touche des millions de personnes sur notre planète. Dans le monde, 1,4 milliard de personnes souffrent d'extrême pauvreté et près de 900 millions souffrent de la faim, n'ont pas accès à l'eau potable et à d'autres services de base tels que la santé et l'éducation.»

Elimination de la pauvreté, inversion des priorités et exclusion du FMI

Plus d'un an après l'arrivée du FMI, une machine à créer des pauvres, les niveaux de paupérisation ont augmenté rapidement. Les résultats du second semestre de l'année, qui seront affectés par l'effet de la dévaluation de la période post-PASO [soit post-élections primaires d'août 2019] avec une hausse de l'inflation qui s'ensuivit, devraient suivre la même tendance à la hausse de la pauvreté. Agustín Salvia, directeur de l'Observatoire de la dette sociale de l'UCA (Université catholique argentine), a déclaré que 2019 se terminera avec un taux de pauvreté proche de 38%. «Ceux qui ont été frappés le plus par la chute des revenus et ce qui explique la hausse du taux de la pauvreté, sont ces secteurs (classe moyenne inférieure), bien que la pauvreté structurelle se soit aggravée», dit-il. «L'inflation ronge l'épargne et les revenus des sections de la classe moyenne inférieure et ils n'ont aucune possibilité de se dollariser [d'épargner en dollars]», a-t-il dit.

Macri s'en va, mais Alberto Fernández [candidat à la présidence avec comme candidate à la vice-présidente Cristina Fernandez] avait déjà anticipé qu'il continuerait à payer la dette aux spéculateurs, c'est-à-dire qu'il y aurait le FMI et l'ajustement pendant un certain temps. Le Front de Tous [la coalition kirchnériste] n'explique pas comment il va lutter contre la pauvreté et en même temps continuer à payer la dette aux spéculateurs. Même s'ils ne le disent pas, le fait de continuer à appliquer les vieilles recettes de l'ajustement sauvage et des contre-réformes du FMI accroît la pauvreté et la faim.

Seule la gauche propose de mettre en avant les priorités nécessaires pour la grande majorité populaire, attaquée jour après jour. Cela commence par la mise en œuvre de mesures urgentes et basées sur le non-paiement de la dette aux spéculateurs. L'éjection du FMI devient indispensable pour mettre fin au pillage en cours. Macri nous quitte, il nous laisse le FMI et son ajustement. Pour les années à venir une gauche forte est nécessaire.

La Izquirda Diario
1er octobre 2019
Traduction/rédaction A l'Encontre)
2 octobre 2019

Krim Belkacem, résistant historique algérien

Par Frantz Latour

Il y a 49 ans, Krim Belkacem, homme politique algérien, chef historique du Front de libération nationale durant la guerre d'indépendance algérienne était assassiné à Francfort, en Allemagne, le 18 octobre 1970.

Krim Belkacem est né le 14 septembre 1922 à Draâ El Mizan en Kabylie. Titulaire d'un certificat d'études à Alger, Krim Belkacem obtient un emploi auprès de la municipalité de Draa al Mizan. Son père, inquiet de l'intérêt de son fils pour les idées nationalistes, hâte son passage sous les drapeaux. Le jeune homme se retrouve mobilisé en 1943 dans le 1er Régiment des Tirailleurs Algériens où il est promu caporal-chef.

Rentré au pays après avoir combattu comme caporal-chef dans l'armée française durant la seconde guerre mondiale, ce jeune homme de 23 ans se découvre lui-même, en même temps qu'il appréhende la misère sociale. Plongé dans une réalité où les douleurs sont muettes, il adhère au **PPA** (Parti populaire algérien) dirigé par **Messali Hadj**. Au début de l'année 1946, il implante des cellules clandestines dans douze douars autour de Draa El-Mizan qui comptent plusieurs centaines de militants et sympathisants. Par la suite, en 1948-1949 le PPA sera rebaptisé Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (**MTLD**)

En mars 1947, accusé d'avoir tué un garde forestier, il est pourchassé et décide de passer dans la clandestinité. Il déterre une mitraillette (une Sten anglaise, qui deviendra vite célèbre en Kabylie) et prend le maquis, suivi par quelques fidèles. La légende de Krim Belkacem, maquisard insaisissable, futur "chef historique" du FLN, futur négociateur à Evian de l'indépendance de l'Algérie commence. On le voit, trapu et courtaud, "inspectant" la Kabylie vêtu d'un treillis kaki. Il déploie une énergie impressionnante, se déplaçant sans cesse, donnant ses ordres, s'informant de la marche de la guérilla.

Hors-la-loi, caché dans les montagnes d'où il descend pour des coups de main, il met sur pied la guérilla en Kabylie, devenue la Zone 3, dès le début de l'insurrection de 1954 et Wilaya 3 après le congrès de la Soummam. Il représentera ces chefs militaires de l'«intérieur» qui affronteront, dans des conditions difficiles, l'armée française, alors que les dirigeants de l'armée régulière sont en Tunisie. Il éliminera aussi les partisans de Messali Hadj, avec lequel il a rompu. En août 1954, avec



Krim Belkacem, résistant historique, cofondateur du Front de Libération Nationale algérien.

cinq autres maquisards, il devient le sixième membre de la direction intérieure du FLN. Il est l'un des "six chefs historiques" qui décident le déclenchement de l'insurrection contre la France.

Responsable du **PPA-MTLD** pour toute la Kabylie, et à la tête des 22 maquisards qui composent son état-major il multiplie les contacts directs avec les militants et la population, il réussit à entraîner au moins 500 éléments dans son maquis à la veille de l'insurrection de novembre 1954. L'une des directives de Belkacem est ainsi libellée : *"Ordre de passer à l'exécution des plans arrêtés ensemble. Début des opérations : cette nuit à partir de 1 heure du matin. Respecter strictement les consignes : ne tirer sur aucun civil européen ou musulman. Tout dépassement sera sévèrement réprimé. Bonne chance et que Dieu vous aide. Fraternellement, Si Rabah."* Il recommande le "spectaculaire": attaquer des gendarmeries, des casernes, couper des routes, incendier et détruire des objectifs économiques.

Après la réunion du Conseil national de la Révolution **algérienne** (**CNRA**) au Caire, le 20 août 1957, il sera le premier ministre de la Guerre et premier vice-président, dans le Gouvernement provisoire de la République **algérienne (GPRA)**. Krim Belkacem fait désormais partie du noyau dur des chefs sans lesquels rien ne peut se faire ou se défaire. À la formation du GPRA, le 19 septembre 1958, Belkacem est au faîte de sa puissance : il est vice-président et ministre des Forces armées. Dans le deuxième GPRA (janvier 1960 - août 1961), il conserve la vice-présidence mais passe aux Affaires étrangères. Enfin dans le troisième, il cumule vice-présidence du GPRA et ministère de l'Intérieur. C'est à lui qu'est confiée la délégation aux négociations d'Évian et c'est lui qui signe, du côté algérien, les accords du même nom.

Après l'indépendance, il s'éloigne de Ben Bella (premier président de la République de 1963 à 1965), dont il n'apprécie pas l'autoritarisme, et va rapidement basculer dans l'opposition. Il désapprouve la politique de Ben Bella et se retrouve écarté de la vie politique. Après le coup d'Etat de Boumedienne (2e chef de l'État de 1965 à 1976 puis président de la République de1976 à 1978), le 19 juin 1965, il repasse dans l'opposition Il ne s'entendra pas mieux avec lui. Il déclarait en 1969 : "Sept années d'indépendance ont été pires que sept ans de guerre". Accusé d'avoir organisé un attentat contre le colonel Boumediène, il est condamné à mort par contumace.

Exilé à Francfort, Krim Belkacem y est assassiné dans une chambre d'hôtel, le 18 octobre 1970; probablement avec la complicité des services secrets algériens de l'époque. Réhabilité à titre posthume, Krim Belkacem a été enterré au "carré des Martyrs" d'Alger, le 24 octobre 1984.

La mémoire au service des luttes : Gabriel Prosser

Par FUIQP & Alain Saint Victor

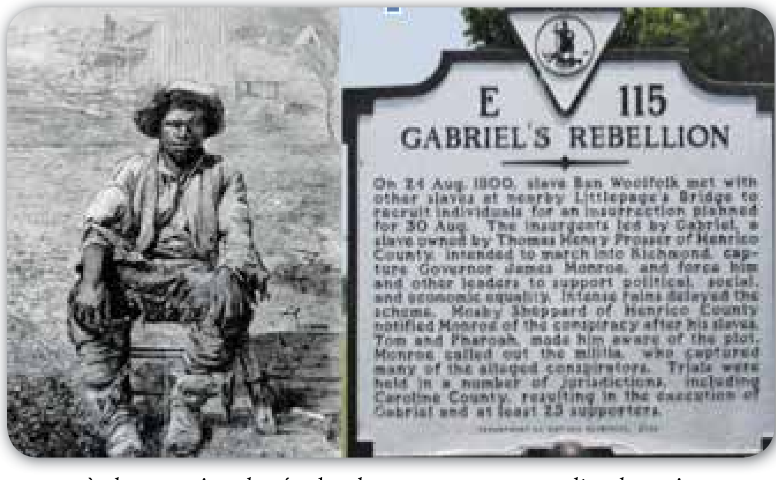
Il y a 219 ans, le 7 octobre 1800, l'esclave Gabriel Prosser était pendu. Il était l'organisateur d'une des premières tentatives de révolte d'esclaves aux États-Unis. Né dans l'esclavage en 1775 dans le comté de Henrico (Virginie), il fut inspiré par la Révolution haïtienne, ses espoirs de liberté et d'égalité.

La révolte était méticuleusement préparée pendant l'été 1800. Des centaines d'esclaves avaient été recrutés et organisés en unités militaires. Des ateliers de fabrications d'armes sont mis en place pour produire des centaines d'épées et de piques. Ces armes sont produites par les esclaves forgerons à partir des outils agricoles. Les armes découvertes indiquent que les insurgés comptaient sur la participation de milliers d'esclaves.

À cause d'une pluie torrentielle, la révolte, prévue le 30 août 1800, est avortée. En outre, un traître avait averti les esclavagistes. Les insurgés étaient attendus par la milice d'État. Arrêté, Gabriel est emprisonné à Richmond. Il refuse de répondre aux questions lors de son interrogatoire. Avec 24 autres insurgés, dont deux de ses frères, Gabriel est pendu. La peur des maîtres fut telle que la législation esclavagiste fut encore renforcée dans plusieurs États.

La révolte prévue eut un impact énorme non pas du fait de ses résultats puisqu'elle est n'a pas eu lieu, mais du fait qu'elle souligne aux yeux des esclaves la possibilité d'inverser les rapports de force. A cette époque, en effet, près de 40% de la population totale de la Virginie est constitué d'esclaves. Même défaite, la révolte brise le mythe de l'invincibilité des colons blancs.

Par la suite, les maîtres ne cessèrent d'avoir peur de révoltes d'esclaves. Ils avaient raison. Deux



ans après la tentative de révolte de Gabriel, les bateliers esclaves se révoltaient à leur tour en Virginie. Les révoltes ne cesseront plus. Même si elles sont défaites et réprimées sauvagement, l'esclavagisme est d'ores et déjà condamné.

En 2002 la ville de Richmond a présenté des excuses officielles en reconnaissant que «la fin de l'esclavage et la poursuite de l'égalité pour toutes les personnes ont prévalu, à la lumière de l'histoire.»

Souvenons-nous de ces pionniers afro-américains qui donnèrent leur vie pour la liberté et l'émancipation.

Repose en paix frère et camarade.

Texte: FUIQP (Modifications et ajouts ASV)

Algérie : 33e vendredi, la pression s'accentue

Par Majid Makhedi

Le mouvement populaire reste toujours mobilisé et déterminé à faire aboutir ses revendications. Pour la 33e semaine consécutive, des milliers de personnes ont battu le pavé à Alger et dans de nombreuses villes du pays pour exprimer leur rejet du rendez-vous électoral, programmé par le pouvoir en place pour le 12 décembre prochain.



«57 ans de pouvoir militaire, le peuple en a marre !», il ne veut pas d'un pouvoir politique, lancent les manifestants.

La capitale Alger a été envahie, durant la journée d'hier, par une marée humaine, convaincue que la joute électorale, dont le processus est lancé, «ne vise qu'à contourner les exigences du hirak» qui veut «l'application réelle des articles 7 et 8 de la Constitution qui portent sur la restitution du pouvoir au peuple».

Alors que le processus électoral est déjà lancé et le pouvoir ne jure que par la tenue de cette échéance à la date fixée, les manifestants ne perdent pas espoir de la faire échouer. «Bye, bye Gaïd Salah, hada el 3am makenche le vote» (Cette année, il n'y aura pas de vote), scandent les manifestants sortis massivement, hier vendredi, dans les différentes rues et boulevards d'Alger.

Dans la capitale, il y eut, en fait, plusieurs marches qui ont toutes convergé vers la place Audin et la Grande-Poste. En dépit d'une forte présence policière qui a tenté de dissuader les manifestant·e·s, la mobilisation était au rendez-vous.

Coïncidant avec l'anniversaire des événements du 5 Octobre 1988, qui avait conduit à la naissance du pluralisme politique, le 33e vendredi du hirak a été une occasion pour les manifestants de réaffirmer leur engagement à parachever ce combat interrompu il y a 30 ans.

La première procession des manifestants, très compacte, faut-il le souligner, a démarré de la place du 1er Mai en direction de la Grande-Poste.

Peu avant 14h, des milliers de manifestants, arborant comme toujours des emblèmes, des banderoles et des pancartes, se sont lancés sur la rue Hassiba Ben Bouali en scandant des slogans hostiles au pouvoir en place, à la présidentielle programmée et au chef d'état-major de l'armée.

«57 ans de pouvoir militaire, le peuple en a marre!», «Daoula madania, machi 3ascaria !» (Pour un Etat civil et non militaire) et «Hada echaab la yourid houkm el 3asker men djadid» (Ce peuple ne veut pas d'un pouvoir politique), lancent les manifestants.

Harcèlement et interpellations

La procession des manifestants prenait de l'ampleur à mesure que la marche avançait en direction d'Alger. En effet, alors que les premiers marcheurs arrivaient à proximité du tunnel de la place Mauritania, les derniers venaient juste de démarrer de la place du Champ des manœuvres.

L'autre marche, de la même ampleur, a démarré de la place des Martyrs. Elle était composée des habitants de la région ouest d'Alger, dont notamment ceux des quartiers de Bab El Oued et de La Casbah.

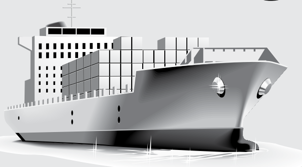
Ils reprenaient aussi les mêmes slogans et rappelant aussi les combats menés par les victimes des événements d'Octobre 1988. «5 Octobre chouhada !» (Martyrs), lancent-ils encore. Ces foules de protestataires ont toutes rejoint celle qui était déjà en place au niveau de la place Audin et la Grande-Poste.

Pendant plusieurs heures, Alger a vibré au rythme des chants revendicatifs des hirakiens, qui réclament aussi la libération des détenus politiques et d'opinion, injustement incarcérés. Contrairement à la semaine précédente, les agents de la police, déployés en masse pour quadriller notamment Alger-Centre, ont procédé à des interpellations massives des manifestants.

Ils ont ciblé, particulièrement, les premiers protestataires. Plusieurs dizaines de jeunes ont été conduits aux commissariats, dont des fidèles venus effectuer la prière du vendredi à la mosquée Errahma. Même le journaliste Bouzid Ichaalalen a été embarqué, avant d'être relâché quelques minutes après.

Mais ces interpellations et ce harcèlement n'ont pas dissuadé les manifestants qui se montrent toujours déterminés à poursuivre le combat pour l'édification de la nouvelle Algérie.

El Watan 5 octobre 2019



Trump contre le Venezuela et Cuba

Par Angel Guerra Cabrera



Donald Trump lors de la 74ème Assemblée générale des Nations Unies

Le nouvel assaut du régime de Donald Trump contre le Venezuela et Cuba se déroule dans le cadre animé de la 74ème Assemblée générale des Nations Unies (AGNU). Là, l'empereur a manifesté sa haine contre les gouvernements et les peuples qui ne baissent pas la tête et défendent résolument le droit de décider de leur destin sans ingérence extérieure. Les calomnies et les menaces qu'il a proférées contre Caracas, La Havane, Managua et, bien sûr, Téhéran, ainsi que sa vulgaire attaque maccarthyste contre le socialisme et le communisme s'inscrivent dans ce contexte.

Bien qu'avec une rhétorique moins agressive, il a également menacé la Chine et la Russie et s'est vanté de diriger la plus grande puissance du monde, avec une puissance militaire inégalée. Cette attitude de voyou, la violation quotidienne du droit international par son gouvernement et son mépris pour la lutte contre l'effondrement climatique déjà présent révèlent une implication néofasciste très dangereuse du dirigeant d'un Etat doté de milliers d'armes nucléaires et qui contribue le plus au réchauffement climatique, par habitant, au monde. À l'heure actuelle, la conduite criminelle hostile du magnat envers l'Iran, précédée par son retrait du traité transcendantal 4 + 1, pourrait déclencher un conflit de grande ampleur dans une région pleine de bases militaires, de navires et d'avions de guerre américains, de gouvernements ennemis de la Perse antique armés jusqu'aux dents et où 30 % du pétrole mondial traverse.

Profitant de la boîte de résonance médiatique pour le début du segment de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies, le gang décadent des trompettistes s'est jeté autour du cou du Venezuela bolivarien. L'échec du plan cher au début de l'année, qui n'a pas permis de renverser le président Nicolas Maduro en un temps record, a été réaffirmé dans son objectif génocidaire d'étouffer davantage l'économie du Venezuela pour tuer avec faim et maladie et mener son peuple au désespoir. Sans exclure complètement l'intervention militaire, il poursuit cet objectif par le renforcement successif du blocus et d'autres formes de déstabilisation. En même temps, il tente de discréditer le gouvernement chaviste en promouvant une matrice d'opinion totalement fausse qui présente ses principaux dirigeants civils et militaires comme corrompus et complices du trafic de drogue et du paramilitarisme. Et ils le savent. Peu importe les dommages qu'ils causent à la patrie de Bolivar, il n'est pas facile pour le peuple vénézuélien et ses frères des Caraïbes latines d'oublier le succès du projet chaviste : indépendance, démocratie participative, expansion et valorisation éducatives et culturelles, santé pour tous, redistribution sociale et réduction des inégalités, construit depuis 1999 sous le leadership de Hugo Chavez, puis défendu contre toute attente par Nicolas Maduro, élu à la présidence du Venezuela en 2013 et réélu ensuite en 2018.

Le lundi 23, en marge de l'ONU mais à New York, une réunion du Groupe illégal de Lima, suivie d'une autre des ministres des Affaires étrangères du faux Traité interaméricain d'assistance réciproque (TIAR), a de nouveau inculpé Caracas. Les accords des deux réunions visent à resserrer les vis du blocus et à persécuter, comme s'ils étaient des criminels, les dirigeants vénézuéliens. Nous avons besoin de plus de pression économique, ils verront plus de sanctions de la part des Etats-Unis « , a déclaré Elliot Abrams, l'envoyé de Washington au Venezuela, criminel de guerre. La résurrection de la TIAR, toujours utilisée par la puissance du Nord pour ses interventions militaires sanglantes et illégales dans notre Amérique, laisse la porte ouverte au retour de cette pratique abominable. Lors de ces rencontres à New York, il a souligné le grand protagonisme du président colombien Ivan Duque, désespéré de renverser les assassinats constants de combattants sociaux et d'anciens guérilleros dans son pays après la signature des accords de paix, qui ne se sont pas effondrés grâce à sa défense par des millions de Colombiens qui ne veulent pas la guerre. Duque tente également de cacher l'activité accrue des paramilitaires et des narcotrafiquants et la croissance de la culture et de la production de coca comme jamais auparavant. Tout cela en contraste avec les succès du Venezuela dans la lutte contre ce fléau.

Dans le même temps, le secrétaire au Trésor Steven Mnuchin a annoncé de nouvelles mesures de persécution contre les compagnies maritimes et les navires qui acheminent du pétrole à Cuba, où Washington a promis qu'il n'y aurait plus de pétrole brut. Il tente de justifier ce harcèlement de l'île en imputant l'échec des plans contre Maduro à la présence jamais prouvée d'officiers militaires et de sécurité cubains au Venezuela.

Les délégués à l'AGONU ont dû endurer la stupidité de Bolsonaro, mais beaucoup d'entre nous se sont réjouis de cette flèche d'Evo Morales : Disons le très clairement : la racine du problème est dans le capitalisme, le problème sous-jacent est dans le modèle de production et de consommation, dans la propriété des ressources naturelles et dans la distribution inéquitable de la richesse.

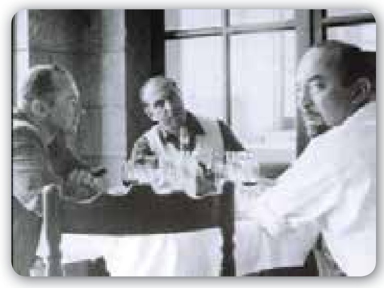
Venesol 1er octobre 2019

Quand la CIA étudiait la French theory : sur le travail intellectuel de démembrement de la gauche culturelle

Par Gabriel Rockhill

On présume souvent que les intellectuels ont peu ou pas de pouvoir politique. Perchés au sommet d'une tour d'ivoire privilégiée, déconnectés du monde réel, mêlés à des débats académiques dénués de sens sur des détails infimes, ou flottant dans les nuées absconses de théories abstraites, les intellectuels sont souvent dépeints comme non seulement coupés de la réalité politique, mais comme incapables d'avoir un impact significatif sur elle. Ce n'est pas ce que pense la CIA.

En fait, l'agence responsable de coups d'État, d'assassinats ciblés et de manipulations clandestines des gouvernements étrangers ne croit pas seulement au pouvoir de la théorie, mais elle a consacré



L' »Appareil » parisien : l'agent de la CIA et chef du CCF Michael Josselson (au centre) dans un déjeuner de travail avec John Clinton Hunt et Melvin Lasky (à droite)

des ressources importantes pour qu'un groupe d'agents secrets étudient ce que certains considèrent comme la théorie la plus complexe et absconse jamais produite. En effet, dans un article de recherche intrigant écrit en 1985, et récemment publié avec des retouches mineures en raison du Freedom of Information Act, la CIA révèle que ses agents ont étudié la très complexe, avant-gardiste et internationale French theory, [ou théorie de la déconstruction, NdT] adossée aux noms de Michel Foucault, Jacques Lacan et Roland Barthes.

L'image d'espions américains se réunissant dans des cafés parisiens pour étudier assidûment et comparer leurs notes sur les écrits des grands prêtres de l'intelligentsia française choquera ceux qui présument que ce groupe d'intellectuels est constitué de sommités dont la sophistication éthérée ne pourrait jamais être saisie par un filet aussi grossier, ou qui, au contraire, les considèrent comme des charlatans colportant une rhétorique incompréhensible sans impact sur le monde réel ou presque. Cependant, cela ne devrait pas surprendre ceux qui connaissent l'investissement de la CIA, ancien et permanent, dans la guerre culturelle mondiale, y compris par le soutien à ses formes les plus avant-gardistes, qui a été bien documenté par des chercheurs comme Frances Stonor Saunders, Giles Scott-Smith, Hugh Wilford (et j'ai moi-même apporté ma propre contribution dans Radical History & the Politics of Art).

Thomas W. Braden, l'ancien superviseur des actions culturelles à la CIA, a expliqué avec franchise la puissance de l'offensive intellectuelle de l'Agence dans un compte rendu à destination de ses membres, publié en 1967 : Je me souviens de l'immense joie que j'ai ressentie lorsque le Boston Symphony Orchestra [qui avait reçu l'appui de la CIA] a recueilli plus d'éloges pour les États-Unis à Paris que John Foster Dulles ou Dwight D. Eisenhower n'aurait pu en obtenir en une centaine de discours.

En aucune façon, il ne s'agissait d'une petite opération à la marge. En fait, comme Wilford l'a fort justement décrit, le Congrès pour la liberté de la culture (CCF),



dont le siège social se trouvait à Paris et qui s'est par la suite avéré une organisation de façade de la CIA dans la partie culturelle de la guerre froide, était l'un des plus importants mécènes dans l'histoire universelle. Il soutenait une incroyable gamme d'activités artistiques et intellectuelles. Il avait des bureaux dans 35 pays, publiait des dizaines de magazines de prestige, était impliqué dans l'industrie du livre, organisait des conférences internationales de haut niveau ainsi que des expositions d'art, coordonnait des spectacles et des concerts et contribuait largement au financement de divers prix et bourses culturels, ainsi que d'organismes de soutien comme la Fondation Farfield.

La CIA comprend que la culture et la théorie sont des armes cruciales dans l'arsenal global qu'elle déploie pour protéger les intérêts étasuniens dans le monde entier. Le rapport de recherche de 1985, récemment publié, intitulé « France : Defection of the Leftist Intellectuals » (Défection des intellectuels de gauche en France) examine, sans aucun doute pour la manipuler, l'intelligentsia française et son rôle fondamental dans l'orientation des tendances qui à leur tour génèrent les orientations politiques. Le rapport suggère qu'il a existé un équilibre idéologique relatif entre la gauche et la droite dans l'histoire intellectuelle française, puis souligne le monopole de la gauche dans l'immédiat après-guerre (auquel, nous le savons, l'Agence était farouchement opposée) en raison du rôle clé des communistes dans la résistance au fascisme et de leur victoire finale. Bien que la droite, selon les mots de la CIA, ait été massivement discréditée en raison de sa contribution directe aux camps nazis, ainsi que de son programme globalement xénophobe, anti-égalitaire et fasciste, les agents secrets anonymes qui ont rédigé le plan d'étude constatent avec un vif plaisir son retour intellectuel depuis le début des années 1970 environ.

Plus précisément, les soldats camouflés de la culture applaudissent ce qu'ils considèrent comme un double mouvement qui contribue à ce que les cercles intellectuels détournent leurs critiques des États-Unis vers l'URSS. A gauche, il existait une désaffection intellectuelle croissante envers le stalinisme et le marxisme, un retrait progressif des intellectuels radicaux du débat public, et un mouvement théorique de prise de distance envers le socialisme et le Parti socialiste. Plus loin, à droite, les opportunistes idéologiques appelés Nouveaux philosophes ainsi que les intellectuels de la Nouvelle droite avaient lancé une campagne médiatique de critique du marxisme.

Tandis que d'autres tentacules de la CIA étaient impliqués dans le renversement de dirigeants démocratiquement élus, fournissant des informations et des financements à des dictateurs fascistes, soutenant les escadrons de la mort, l'état-major culturel parisien recueillait des données sur la manière dont le glissement du monde intellectuel vers la droite pourrait directement bénéficier à la politique étrangère américaine. Les intellectuels de gauche de l'après-guerre avaient ouvertement critiqué l'impérialisme américain. L'influence médiatique de Jean-Paul Sartre en tant que critique marxiste, et son action notable, en tant que fondateur de Libération, dans le dévoilement du dirigeant de la CIA à Paris ainsi que de dizaines d'agents infiltrés, étaient surveillées de près par l'Agence et considérées comme un très grave problème.

Par contraste, l'atmosphère anti-soviétique et anti-marxiste de l'ère néolibérale en cours d'émergence détournait l'attention du public et fournissait une excellente couverture pour les sales guerres de la CIA en rendant « très difficile pour quiconque de mobiliser parmi les élites intellectuelles une opposition significative à la politique des États-Unis en Amérique centrale, par exemple. » Greg Grandin, un des meilleurs historiens de l'Amérique latine, a parfaitement résumé cette situation dans The Last Colonial Massacre :

En plus des interventions visiblement désastreuses et mortelles au Guatemala en 1954, en République dominicaine en 1965, au Chili en 1973 et au Salvador et au Nicaragua au cours des années 1980, les États-Unis ont attribué des ressources financières stables et discrètes, et leur soutien moral aux États terroristes contre-insurgés. […] Mais l'énormité des crimes de Staline assure que ces histoires sordides, qu'elles soient convaincantes, approfondies, ou accablantes, ne perturbent pas le fondement d'une vision du monde où le les États-Unis jouent un rôle exemplaire dans la défense de ce que nous appelons aujourd'hui démocratie.

C'est dans ce contexte que les mandarins masqués saluent et soutiennent la critique implacable qu'une nouvelle génération de penseurs anti-marxistes comme Bernard-Henri Levy, André Glucksmann et Jean-François Revel lancent contre « la dernière clique d'intellectuels communistes » composée, selon les agents anonymes, de Sartre, Barthes, Lacan et Louis Althusser. Étant donné que ces anti-marxistes avaient penché à gauche dans leur jeunesse, ils fournissaient un modèle parfait auquel adosser des récits trompeurs qui confondent une prétendue prise de conscience politique personnelle avec la marche progressiste du temps, comme si la vie individuelle et l'histoire étaient simplement une question de maturité qui consiste à admettre que l'aspiration à une profonde transformation sociale vers l'égalité est une chose du passé, à l'échelle personnelle et à l'échelle historique. Ce fatalisme condescendant et omniscient ne sert pas seulement à discréditer les nouveaux mouvements, en particulier ceux dirigés par des jeunes, mais il interprète également les succès relatifs de la répression contre-révolutionnaire comme le progrès naturel de l'histoire.



Le philosophe français anti-marxiste Raymond Aron (à gauche) et sa femme Suzanne en vacances avec l'agent infiltré de la CIA Michael Josselson et Denis de Rougemont (à droite)

Même les théoriciens qui n'étaient pas aussi opposés au marxisme que ces réactionnaires ont apporté une contribution significative à une atmosphère de désillusion envers l'égalitarisme transformateur, de prise de distance envers la mobilisation sociale et d'« enquête critique » dépourvue de point de vue politique radical. Ceci est extrêmement important pour comprendre la stratégie globale de la CIA dans ses tentatives puissantes et profondes de démanteler la gauche culturelle en Europe et ailleurs : reconnaissant qu'il était peu probable qu'on puisse l'abolir entièrement, la CIA a cherché à déplacer la culture de gauche d'une politique anti-capitaliste et résolument transformatrice vers une position réformiste de centre-gauche moins ouvertement critique des politiques étrangères et nationales étasuniennes. En fait, comme Saunders l'a démontré en détail, dans l'après-guerre l'Agence a influencé le Congrès maccarthyste pour qu'il soutienne et assure une promotion directe des projets de gauche qui permettaient d'attirer les producteurs et les consommateurs culturels à l'écart d'une gauche résolument égalitaire. En isolant et en discréditant cette dernière, la CIA aspirait aussi à fragmenter la gauche en général, laissant à ce qui restait du centre gauche un pouvoir et un soutien public minimaux en plus d'être potentiellement discrédité en raison de sa complicité avec la politique de droite, une question qui continue de tourmenter les partis institutionnalisés contemporains de gauche.

C'est dans cette lumière que nous devons comprendre le penchant de la CIA pour les récits de conversion et son profond intérêt pour les « marxistes repentis », un leitmotiv qui traverse le rapport

suite à la page(15)

Espèce, race et métissage – ce que dit la science

Par André Charlier

Il y a toujours une certaine confusion autour des termes scientifiques qui, pour une raison ou une autre, sont couramment utilisés. Cela arrive, en particulier, lorsque ces termes, pour des raisons en grande partie historiques, politiques et religieuses, ont une charge émotionnelle importante.

Je vais donc donner ici quelques définitions scientifiques qui pourront favoriser une meilleure compréhension et un emploi plus judicieux de termes souvent employés sans tenir compte de leur sens exact.

Je ne veux surtout insulter personne. L'oubli est chose commune, et *pèsonn moun pa fèt tou konnen…*

J'utiliserai pour ce faire le Petit Larousse, dont je recommande l'achat et la consultation. Ce dictionnaire et le Robert sont, à ma connaissance les deux meilleurs pour l'usage courant. L'on peut aussi consulter sur l'Internet Wikipedia, une bonne Encyclopédie, dont il faut cependant savoir qu'elle dit n'importe quoi – surtout des sottises – en ce qui a trait à notre Histoire nationale.

Voici donc ces définitions:

Race.- 1) Subdivision d'une espèce animale. 2) Catégorie de classement de l'espèce humaine selon des critères morphologiques ou culturels, scientifiquement aberrante, dont l'emploi est au fondement des divers racismes et de leurs pratiques. (…) La notion de race est à réserver aux seules espèces animales, en tant qu'équivalent de la notion de variété en botanique. Face à la diversité humaine, une classification sur les critères les plus immédiatement apparents (couleur de peau surtout) a été mise en place et a prévalu tout au long du XIXe s. Les progrès de la génétique conduisent aujourd'hui à rejeter toute tentative de classification raciale chez les êtres humains.

Espèce.- Ensemble d'individus animaux ou végétaux semblables par leur aspect, leur habitat, féconds entre eux mais ordinairement stériles avec tout individu d'une autre espèce.

Métissage.- Union féconde entre hommes et femmes d'origine ethnique différente.

Métis, isse.- Qui est issu de l'union de deux personnes de couleur de peau différente.

Fin de citation.

Ma conclusion.

Les mulâtres Haïtiens ne sont pas une race, car la notion de race n'existe pas pour la science, en ce qui concerne les humains. Ils ne sont pas non plus une espèce à part, puisqu'ils sont féconds avec tous les autres humains. Les Noirs, les Blancs et les Asiatiques font tous partie de la seule et même espèce humaine, en termes scientifiques *Homo sapiens sapiens.* Les mulâtres, ainsi improprement baptisés par les colons blancs qui, dans leur ignorance, croyaient qu'ils ne pourraient pas avoir d'enfants – comme les mulets – sont tout simplement des *métis.* Un point, c'est tout.

D'ailleurs, le métissage est le résultat normal de la rencontre de deux peuples de couleur de peau différente. Les pays arabes d'Afrique du Nord se trouvent géographiquement au point de rencontre de l'Europe, blanche, et de l'Afrique, noire. J'ai toujours trouvé que la plupart des Algériens, des Tunisiens et des Marocains ressemblaient trait pour trait à des mulâtres *ayisyen natif-natal.* Sauf les Berbères, dont l'Histoire enseigne qu'ils sont les descendants d'envahisseurs européens. Et pour une note personnelle, des copains algériens m'ont plusieurs fois demandé comment il se faisait que je ressemblais à un "désertique". Ils voulaient sans doute parler des Touareg du Sahara. Je n'ai jamais mis les pieds dans cet endroit. J'aime bien trop les rivières, même *frèt tankou nen chen,* comme ici…

Suite de la page (8)

restant isolé dans son Palais ou en occupant une fonction qui finalement ne lui sert pas à grand chose sinon à lui faire perdre la face devant tout le monde et devant l'histoire. Inutile de reprendre ici un extrait de son discours de la « 25e heure » qui n'en était, en vérité, pas un, dans la mesure où c'est un « bouillon réchauffé » avec des ingrédients et des mots qu'on entend à chaque fois qu'il ouvre la bouche mais sans jamais les mettre en pratique. Aujourd'hui, le Président n'est plus crédible. Il est hors jeu et hors contexte. Il a perdu la partie même s'il garde encore dans sa cachette les clés du Palais national.

Bientôt une année qu'il a fait limoger un Premier ministre. Depuis, le pays vit dans l'incertitude et le désordre. Sans budget, sans gouvernement légitime, deux gouvernements démissionnaires, un Parlement dysfonctionnel, aucun processus électoral en cours alors que le mandat de tous les élus de la République arrive à échéance. Et pour ne rien arranger, le pays est paralysé et bloqué par des manifestations quasi quotidiennes. Après cette deuxième défaite de Fritz William Michel, la cinquième pour le Président Jovenel Moïse après les trois de Jean-Michel Lapin, le chaos politique est général et se poursuit même si timidement la population tente de reprendre certaines activités pour survivre en attendant l'épilogue de cette période de contestation. Après sa nomination, on avait dit que Fritz William Michel venait de commencer son chemin de croix. Jamais on n'aurait imaginé que le chemin allait être si sinueux et escarpé pour lui.

Mais, au fil de la déconvenue, l'on commence à penser que Michel n'arrivera finalement jamais à destination et ce, même si Jovenel Moïse devait garder encore le pouvoir le temps que l'opposition trouve la bonne formule et que Washington se décide enfin à le pousser vers la sortie. Car, on ne peut pas croire que le pays puisse tenir ainsi longtemps, sept mois après le renvoi de Jean-Henry Céant par la majorité présidentielle de la Chambre des députés.

(A suivre)
C.C

Suite de la page (3) Manifestation pour la démission...

les activités demeurent paralysées dans toute la zone métropolitaine de la capitale, Port-au-Prince, y compris Pétionville et Delmas où les manifestations continuent quotidiennement à perturber les écoles, le transport en commun et le commerce, même la cérémonie officielle de la rentrée judiciaire a été annulée. Le pouvoir n'a aucune marge de manœuvre, il ne dirige rien. La démission de Jovenel Moise n'est pas pour demain mais il est impératif qu'il doive y avoir un dénouement puisque la paralysie des activités globales approche sa cinquième semaine.



Une barricade policière à l'entrée de l'aéroport pour empêcher aux manifestants de se rendre au quartier général de la Mission des Nations unies d'appui à la justice en Haïti (Minujusth) (Photo Wesly Gédéon)

Suite de la page (3)



Plusieurs voitures ont été mises en flammes (Photo Wesley Gédéon)

lieux avec un juge de Paix pour procéder au constat légal de la mort du jeune Dieudonné. Ils ont également saccagé une maison fréquentée par des amis du parti au pouvoir : le PHTK et plusieurs autres voitures ont été incendiées.

Par ailleurs, dans la commune de Tabarre, un autre jeune garçon de 18 ans environ, Bénisson Benoyer a été criblé de balles au cours de la nuit du lundi 7 au mardi 8 octobre 2019 dans la zone de Tabarre 51. Ses parents et amis ne cessent de réclamer justice et réparation et ils ont catégoriquement accusé une patrouille de la police nationale au service du régime plus particulièrement des policiers affectés au commissariat de police de Tabarre comme responsable de cette forfaiture criminelle.

Le courrier de l'opposition adressé au Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres. (Photo Wesly Gédéon)

Suite de la page (9)

was in the audience.

"I am unapologetically on the side of those beleaguered, long-suffering masses... who, for the last century, have been dealing with intervention, imperialism, meddling, and all manner of corruption, and lack of respect," she said to a cheering audience.

"Since 1804, [the Haitian people] have had one message: respect our sovereignty," she continued. More recently, "they have been asking 'Where is the PetroCaribe money?' There is a whole movement which has been built around that question."

She went on to needle Pelosi about "the killings, the massacres, the extra-judicial killings that are happening with impunity" and "with weapons that are U.S.-made, entering the country by mysterious means, and killing the activists which are raising their voices and demanding change."

She concluded by saying that Washington "should support truly, truly free and fair elections that are the will of the people and say no to elections that are 'selections' or coronations orchestrated by foreign interests."

With the tone set, Carline Paul continued the prosecution. "America has kept [the Haitian people] in a box... [The people] say this time the revolution is going to happen. They do not want America to send any troops in Haiti, and they want Jovenel Moïse to go."

Then Paul really hit a nerve when she charged that the Trump administration "is supporting Jovenel Moise for voting [at the OAS] against [President Nicolas] Maduro in Venezuela." But Washington "didn't like it, because Venezuela has helped Haiti" and then the Haitian government was "forced to vote against Venezuela."

"The United States is telling them: Don't get in contact with China. Don't get in contact with Venezuela. Don't get in contact with so and so," she said, concluding that "Trump, in the background, is supporting Jovenel Moïse; the people of Haiti say no interference, ... no more support for Jovenel Moïse as president of Haiti."

FANM's Marleine Bastien also made a jab at Pelosi's Democrats by saying "if there is a Jovenel Moïse today, Speaker Pelosi, it's because there was a Michel Martelly who was hand-picked by some of our friends," a not-so-veiled reference to then-Secretary of State Hillary Clinton's January 2011 visit to Haiti, which resulted in Martelly being put into the run-off, which he won.

Echoing the other three women, Gepsie Metellus said: "We can say that today what you see unfolding in the streets of Port-au-Prince is just the result of years... of political meddling, of economic meddling, of all the meddling that you can think of. And I think the frustration is blowing up."

As the meeting closed, Pelosi felt compelled to present, quite incoherently, the joint Democrat/Republican posture towards any revolutionary government in Latin America. She was responding particularly to Paul's remarks. "You've been candid, and I'm going to be candid," Pelosi said. "Maduro is a thug, so I'm not taking any respect for what Maduro might be doing in Haiti (sic). I'm glad that there may be some benefit, but I'm not... erasing the injustices, the horror, the killings that he is doing in Venezuela because he is part of spreading a global and certainly a hemispheric exporting corruption and the rest (sic)." As the room remained stonily silent, she added: "Not to get involved in a full-fledged discussion about Maduro, but I can't leave a meeting where you're saying... I cannot let my view of Maduro go unspoken in a group of this kind."

It was evident that in Miami, as in Haiti, most Haitians clearly see and understand the diametrically opposed roles played by Washington and Caracas. The former has consistently supported corrupt, exploitative, and repressive regimes over the past century and trampled Haiti's sovereignty, while the latter has offered exemplary solidarity, empowerment, and respect to the Haitian people. Today, Trump, Pelosi, and Jovenel all condemn and fight Maduro and the on-going Venezuelan revolution.

Pelosi may have summed it up best in a statement after the meeting: "It's about American leadership in the world. I don't consider it meddling."

China Open: Naomi Osaka bat Barty Ashleigh

Par J. Fatal Piard


Naomi Osaka

La Japonaise Naomi Osaka âgée de 21 ans, subséquemment à sa fulgurante victoire contre Barty Ashleigh, compte désormais 5 titres à son palmarès. Parmi eux deux tournois de grand chelem notamment le Us Open 2018 et l'Open d'Australie. Subséquemment à ce couronnement, l'Haïtiano Japonaise vient de confirmer le doublé de l'Asie du China Open.

Numéro 4 mondiale après avoir occupé la 1ère place pendant un certain temps, Naomi a remporté le tournoi de Pékin ce dimanche 6 octobre 2019. Pour y parvenir, elle a battu la numéro 1 mondiale l'Australienne Asheleigh Barty 3-6 6-3 6- 2. Après avoir fléchi au cours du premier set, Naomi Osaka est parvenue à remettre les pendules à l'heure en retrouvant sa grande forme pour gagner les deux sets suivants.

L'ancienne numéro 1 mondiale a remporté son 3ème titre de la saison pour ce championnat coté à hauteur d'un million de dollars. En dépit du fait qu'elle a fléchi au cours du premier Naomi Osaka, la championne d'Open d'Australie au début de l'année a pu reconquérir suffisamment d'énergie pour redoubler d'effort et renverser du coup la vapeur. Il convient toutes fois de signaler que ses multiples conflits interminables avec ses entraineurs ont eu un impact hautement négatif sur ses performances.

Présentement, le père de Naomi Osaka s'occupe en personne de l'entrainement de sa fille. Simple question de famille peut-on dire. Et, même dans le sport, la dernière consécration dimanche dernier de Naomi, née d'un père haïtien et d'une mère japonaise, vient prouver qu'on est mieux en famille, d'autant que *lakay se lakay !!!*

30 morts dans les manifestations en Iraq

Pour la troisième journée consécutive, des manifestations ont été durement réprimées en Iraq, faisant 28 morts parmi les manifestants et 2 dans les rangs de la police.

Les principaux points chauds sont dans la province chiite de Dhi Qar et dans la capitale Bagdad.

Les manifestants protestent contre le chômage d'un quart des jeunes et contre la corruption omniprésente dans les nouvelles institutions politiques.

Ces manifestations surviennent alors qu'Adel Abdel Mahdi est Premier ministre depuis un an et que le pèlerinage chiite de Kerbala débute. L'intervention du Grand Ayatollah Sistani à la prière du vendredi, le 4 octobre, est donc très attendue.

Réseau Voltaire 4 octobre 2019

Equateur : les travailleurs en grève contre les mesures d'austérité de Moreno !

La grève générale en Equateur organisée par les différents syndicats des travailleurs s'est transformée en un grand mouvement populaire contre les mesures antipopulaires d'austérité du président néolibéral Lenin Moreno, pour supprimer les subventions de carburant d'un montant total de 1,3 milliard de dollars, dans le cadre d'un accord conclu avec le Fonds monétaire international (FMI).

« Je manifeste contre le président Moreno qui met en place ces mesures drastiques. On a des enfants, on reçoit à peine 380 dollars (de salaire) et cela ne suffit pas. Qu'allons-nous manger ? » a déclaré à l'AFP John Urquiza, 40 ans, un chauffeur routier du nord de Quito.



Des travailleurs en grève en Equateur

Ainsi, depuis le jeudi 3 octobre, 291 rassemblements ont eu lieu dans plusieurs villes du pays, dont Quito et Guayaquil. Dans ce mouvement de contestation, une grande partie de la rue réclame le départ de Lenin Moreno.


Le 7 octobre 2019, des travailleurs autochtones ont rejoint les rangs de la mobilisation populaire contre Lenin Moreno

Mis sur la sellette, le 4 octobre dernier, Moreno avait été forcé de décréter l'état d'urgence dans tout le pays face aux grèves et aux blocages pour une durée de 60 jours, afin de limiter ou de suspendre le droit de circulation, de fermer les frontières et d'imposer une censure à la presse.

Le 7 octobre 2019, des travailleurs autochtones ont rejoint les rangs de la mobilisation populaire. Indigènes et paysans équatoriens se sont ralliés jusqu'à pousser le gouvernement inféodé à l'impérialisme américain de déplacer le siège de son gouvernement de la capitale pour se rendre à la deuxième ville du pays Guayaquil située au sud-ouest de l'Equateur. Là au cours d'un discours télévisé, il a accusé son prédécesseur Rafael Correa et le président vénézuélien Nicolas Maduro de vouloir le déstabiliser.



Le peuple équatorien demande le départ du traitre Lenin Moreno

« Il ne s'agit pas d'une contestation exprimant un mécontentement social face à des décisions gouvernementales. Non, les pillages, le vandalisme, la violence, démontrent qu'il y a ici une intention politique organisée pour déstabiliser le gouvernement et rompre l'ordre constitutionnel.... Maduro et Correa sont derrière cette tentative de coup d'Etat» a-t-il fait savoir.

Bacurau ou la révolte du peuple

Par Rosa Llorens

Les films récompensés ces dernières années à Cannes laissent souvent peu de souvenirs, difficile surtout de se rappeler de quoi ils parlent. On devrait donc accueillir avec enthousiasme un film présentant un enjeu clair et actuel (non, pas le climat, ou indirectement) comme Bacurau, de Kleber Mendonça Filho et Juliano Dornelles. Mais les critiques négatives ont l'avantage de mettre l'accent justement sur les points forts du film, son ancrage historique et culturel brésilien, et la réalité politique et économique actuelle, qui définit une nouvelle féodalité.



Critikat s'obstine à mettre le film sous le patronage d'un John Carpenter, auteur de films d'horreur et de science-fiction, ce qui lui permet de décréter que Bacurau est « un sous-Carpenter » ; mais ce n'était pas le propos de Mendonça, et sa filiation est tout sauf usaméricaine. Le film renvoie clairement à deux autres traditions cinématographiques.

La première, c'est Les 7 Samouraïs de Kurosawa (1954) : une communauté paysanne menacée par une bande de brigands qui convoite ses récolte décide d'engager des samouraïs sans maître (au chômage) pour la défendre ou plutôt pour l'organiser et l'aider à faire face aux brigands, que paysans et samouraïs unis parviendront à exterminer – c'est exactement le synopsis de Bacurau, en version brésilienne.

Car ici, les samouraïs sont trois cangaceiros, dirigés par Lunga, ce qui renvoie au cinema novo brésilien et aux chefs-d'oeuvre de Glauber Rocha, notamment Antonio das Mortes (1969), ainsi résumé par Wikipédia : « quand le colonel [= grand propriétaire terrien] engage une troupe de criminels sanguinaires pour exterminer les déshérités, Das Mortes se lance dans une guerre sans merci » contre eux, et on a là l'autre élément qu'on découvre à la fin de Bacurau : les brigands ne sont pas là en free lance, ils ont été engagés par le préfet de la région. Les cangaceiros étaient des paysans sans ressources qui avaient pris le maquis (ou le sertao), et qui, grâce à leurs brigandages, aidaient les paysans ; ceux-ci les protégeaient en retour, ce qui ne les empêchait pas de finir tués par la police ou les militaires. Bacurau fait une référence précise à un des plus célèbres cangaceiros : lorsque, dans la dernière partie (l'élimination des tueurs), on pénètre enfin dans le mystérieux Musée municipal dont il est question à plusieurs reprises dans le film, on y découvre, placée sur une sorte d'autel, une photo des têtes coupées et exposées de Lampiao et de ses compagnons.

L'autre critique qui revient, c'est celle de manichéisme et de militantisme : sur le site avoir-alire, on lit : « représenter le pillage américain [sic] du Brésil par un groupe de ressortissants des Etats-Unis venu littéralement descendre des opprimés, n'est pas ce qu'on a vu de plus subtil au cinéma ». Critikat voit dans Bacurau « une fable politique assez sommaire sur la résistance d'une communauté à des « envahisseurs » (pouvoir politique corrompu, puissances étrangères, etc) », comme si la corruption au Brésil et les interventions usaméricaines dans toute l'Amérique Latine relevaient du poncif et des idées reçues.

Or, la « fable » du film représente exactement ce qui se passe au Brésil et en Amérique latine et, ce, depuis la Conquista : les massacres de paysans, mais aussi d'étudiants, de syndicalistes, et, au Brésil, les expéditions punitives de policiers ou paramilitaires dans les favelas, sont toujours d'actualité. Et comment qualifier ces exécutants, qui massacrent femmes et enfants, autrement que comme des tueurs sanguinaires ? Le concept de « mal radical » a été officialisé et popularisé depuis des décennies ; mais il semble qu'il n'est convenable de s'y référer que lorsque les victimes sont juives – dans tous les autres cas, on est dans la caricature. Mais Mendonça insiste sur la vraisemblance de ses tueurs : l'un d'eux est un serial killer frustré qui s'est engagé pour faire les cartons dont ce psychopathe a besoin pour son « équilibre » ; un autre, Allemand expatrié aux USA, traité de nazi par un de ses complices, rappelle l'existence de communautés allemandes où le nazisme s'est parfois perpétué, au Brésil et en Argentine (voir Le Quintette de Buenos Aires de Manuel Vàzquez Montalbàn). Et le préfet qui a stipendié les tueurs rappelle inévitablement Bolsonaro qui, dès son élection, a mis le pays au service des intérêts usaméricains : on ne nous dit pas exactement qui veut éliminer Bacurau et ses habitants, mais, comme l'approvisionnement en eau du village a été coupé, on comprend que c'est une grande société qui veut exploiter sans entraves les ressources du secteur (c'est par ce biais que le film traite, indirectement, du climat). Les habitants de Bacurau semblent avoir pris conscience d'une situation de plus en plus visible, illustrée aussi par le roman d'Alexis Jenni, La nuit de Walenhammes et ses Brabançons (terrifiants hommes de main): nous sommes livrés à une classe dirigeante prédatrice et sadique, qui non seulement nous pille mais prend plaisir à nous humilier (voir les petites phrases provocatrices de Macron, dont on a dit qu'elles ne sont pas des maladresses, mais obéissent à une stratégie réfléchie).

Mais, ce qui sans doute choque le plus les critiques négatifs, c'est que les habitants ne se laissent pas faire, mais organisent la résistance. Avoir-alire conclut : « l'idée que la violence soit l'ultime rempart à la déliquescence du pays laisse derrière elle un goût amer ». Au contraire, on peut trouver stimulant que le village tire les conséquences de la situation actuelle : non, il n'y a pas d'autre voie, le pouvoir a neutralisé toutes les voies de recours possibles, tous les « pouvoirs intermédiaires », comme les syndicats, et ces prétendus contre-pouvoirs que seraient la presse et la Justice, devenus au contraire des forces de frappe pour le pouvoir politico-économique. La Justice, en particulier s'est clairement montrée comme ce qu'elle a toujours été, mais avec plus de discrétion habituellement : le soutien d'un pouvoir dont elle fait socialement et économiquement partie. C'est ainsi qu'elle s'arroge maintenant le droit, dans nos libres « démocraties », d'annuler le verdict populaire des urnes, ou de le manipuler : au Brésil, en emprisonnant Lula et en l'empêchant de se représenter, en France en torpillant la campagne de Fillon, laissant face à face Macron et Le Pen, pour un simulacre d'élection jouée d'avance. C'est donc une lutte sans pitié qui s'engage dans le film : les mercenaires voulaient exterminer les villageois, ce sont les villageois qui les exterminent, vouant les survivants du combat à des morts horribles. Et lorsqu'une jeune femme demande : « Tu ne crois pas que Lunga a exagéré, cette fois ? », son compagnon répond par un lapidaire « Non », qui recouvre toutes les exactions subies par le peuple brésilien au cours de son histoire.

Bacurau est donc le film dont nous avions besoin dans le contexte actuel ; mais c'est aussi un beau film par sa richesse culturelle, et un film où la violence n'est pas gratuite, mais prend un sens. Il faut aussi parler de deux acteurs qui ont une histoire, dont ils enrichissent leur personnage : Udo Kier, le chef des tueurs, complice de Lars von Trier, avec son double rôle, à la fois Dieu (ou du moins une figure christique) et le Diable, dans la série Le Grand Hôpital et ses fantômes ; et Sonia Braga, l'impavide médecin, ex-sex symbol des années 70-80, et qu'on voit vieillir, d'un film à l'autre (le dernier, c'était Aquarius, où elle jouait aussi le rôle d'une femme rebelle et déterminée, contre une société immobilière) sans perdre sa beauté, de plus en plus stylisée.

Tlaxcala 29 Septembre 2019

Turbulence

« Maintenant, après tant d'années d'errance, cette vieille valise me sert encore de bagage. Où que j'aille, je la traîne. »

Karim Akouche

« Je ne dis à personne de me suivre\ Je vais au lieu choisi\ Sur la voie que je trace\ Au pays de moi-même »

Gary Klang

(À la mémoire de Lyonel Icart, ami de longue date, ex-collègue de sport et de travail)

Tes fenêtres allaient légères au goût de ses alizés, toi à qui elle offrait sa succulence, jusqu'au jour de sa fourberie, jusqu'à l'heure où elle a libéré les aboiements d'une foudre de tous les diables à ton détriment

La juge Vida, la vache, le long de son courant émeraude, soudain devenait sourde et se fermait les yeux à la condamnation de tes veaux-espoirs, eux pourtant bien entêtés lorsqu'ils embouchaient sa flûte-mamelle en touches sublimes à Ndjamena, Port-au-Prince, Paris, Montréal…

Sa turbulence devenait plus lourde qu'un oiseau blessé sur un pan de ton arbre dans l'abîme. Et quand tu as eu à la soulever dans ta barque sans voile ni moteur, une fragilité a enfourché ton fougueux cheval d'octobre

Avant l'estocade de l'impassible juge, loin, très loin même, tu étais d'imaginer qu'il n'allait te rester qu'une fraction d'éclaircie à goûter dans son giron, à la tombée à peine de l'automne en ton champ

Même si le tournant pris par le fleuve de son allégresse était à des années-sécheresse de ton embouchure, toi, tu n'étais pas fin prêt d'oublier certains refrains de ses contours ni de ses chatteries à bouche-que-veux-tu, te débattais pour le ramener à son cours de tranquillité entre tes rives, n'ayant jamais eu trop peur des monts-défis à soulever

Et même si tu n'avais plus d'indices pour deviner si ta silhouette était bien mise encore dans ses miroirs, tu appréciais, plus fort que tout, les moindres apparences de sa clarté sur ta pénombre d'avenue

Parce que, toi, si quelqu'un t'a offert même un quart de bienfait, quand tu avais faim de plénitude, tu étais du genre à lui donner une outarde (ou même plusieurs) à manger, à lui rendre infiniment symphonie, à ne pas lui jouer la sonate d'une indifférence au piano de l'impolitesse

Lenous Guillaume-Suprice,
Montréal, le 28 septembre 2019.

Suite de la page (15)

de recherche sur la Déconstruction française. « Encore plus efficaces pour saper le marxisme », écrivent les taupes, « il y a ces intellectuels qui, comme de vrais croyants, se sont mis en tête d'appliquer la théorie marxiste aux sciences sociales, et qui ont fini par repenser et rejeter l'ensemble du corpus théorique. » Les agents citent en particulier la puissante contribution de l'École des Annales d'historiographie et le structuralisme (en particulier Claude Lévi-Strauss et Foucault) à la « démolition critique de l'influence marxiste dans les sciences sociales ». Foucault, identifié comme « le penseur le plus profond et le plus influent en France », est particulièrement applaudi pour ses éloges à l'endroit des intellectuels de la Nouvelle droite pour avoir rappelé aux philosophes que des « conséquences sanglantes » ont « découlé de la théorie sociale rationaliste des Lumières du XVIIIème siècle et de l'ère révolutionnaire ». Bien sûr, ce serait une erreur de juger la théorie ou la pratique politique d'un penseur sur une seule position ou un seul résultat, mais le gauchisme anti-révolutionnaire de Foucault et sa perpétuation du chantage au Goulag (c'est-à-dire l'affirmation selon laquelle les mouvements radicaux conquérants visant une transformation sociale et culturelle profonde ne font que ressusciter les traditions les plus dangereuses), sont parfaitement alignés avec les stratégies globales de guerre psychologique de l'Agence.

L'interprétation de la French theory par la CIA devrait nous faire réfléchir, dans ce cas, à reconsidérer le vernis radical chic qui a accompagné en grande partie sa réception anglophone. Selon une conception étapiste d'une histoire progressiste (généralement aveugle à sa téléologie implicite), l'œuvre de figures comme Foucault, Derrida et d'autres théoriciens français d'avant-garde est souvent intuitivement associée à une forme de critique radicale et sophistiquée qui dépasse sans doute de loin tout ce que l'on trouve dans les traditions socialistes, marxistes ou anarchistes. Il est certainement vrai, et mérite d'être souligné que la réception anglophone de la French theory, comme John McCumber l'a souligné à juste titre, a eu d'importantes implications politiques en tant que pôle de résistance aux fausses neutralités politiques, aux formalismes techniques rassurants de la logique et du langage, ou au conformisme idéologique direct opérant dans la tradition philosophique anglo-américaine et soutenu par McCarthy. Cependant, les pratiques théoriques des philosophes qui ont tourné le dos à ce que Cornelius Castoriadis nommait la tradition de la critique radicale, (c'est-à-dire la résistance capitaliste et anti-impérialiste) ont certainement contribué à la mise à l'écart idéologique de la matrice de transformation sociale. Selon la CIA elle-même, la French theory post-marxiste a directement contribué au programme culturel de l'Agence consistant à entraîner la gauche vers la droite, tout en discréditant l'anti-impérialisme et l'anti-capitalisme, créant ainsi un environnement intellectuel dans lequel les projets impériaux pourraient être poursuivis sans l'entrave d'un examen critique sérieux des cercles intellectuels.

Comme nous le savons grâce aux recherches sur le programme de guerre psychologique de la CIA, l'organisation n'a pas seulement cherché à contraindre des individus, mais elle a toujours voulu comprendre et transformer les institutions de production et de distribution culturelles. En effet, son étude sur la Déconstruction met en évidence le rôle structurel des universités, des maisons d'édition et des médias dans la formation et la consolidation d'un ethos politique collectif. Dans des descriptions qui, comme le reste du document, devraient nous inviter à penser de manière critique à la situation académique actuelle dans le monde anglophone et audelà, les auteurs du rapport mettent au premier plan les méthodes par lesquelles la précarisation du travail universitaire contribue à la démolition de la gauche radicale. Si la gauche la plus résolue ne peut pas se procurer les moyens matériels nécessaires à l'exécution de son travail, ou si nous sommes plus ou moins subtilement contraints de nous plier à une conformité pour trouver un emploi, publier nos écrits ou acquérir un auditoire, alors les conditions structurelles pour une communauté de gauche radicale sont affaiblies. La professionnalisation de l'enseignement supérieur est un autre outil utilisé à cette fin, puisqu'il vise à transformer les gens en rouages technoscientifiques de l'appareil capitaliste plutôt qu'en citoyens autonomes pourvus d'outils fiables en vue de la critique sociale. C'est pourquoi les mandarins théoriciens de la CIA font l'éloge des efforts déployés par le gouvernement français pour « pousser les étudiants à suivre des cursus de commerce et de technologie ». Ils soulignent également les contributions de grandes maisons d'édition comme Grasset, des médias ainsi que la vogue de la culture américaine pour faire avancer leur matrice post-socialiste et anti-égalitaire.

Quelles leçons pouvons-nous tirer du document, en particulier dans le contexte politique actuel d'une offensive permanente contre les cercles de l'intelligence critique ? Pour commencer, cette enquête devrait être un rappel convaincant que si certains présument que les intellectuels sont impuissants, et que leurs orientations politiques sont impuissantes, ce n'est pas ce que pense l'organisation qui a été l'un des plus puissants courtiers de puissance dans la politique mondiale contemporaine. La Central Intelligence Agency, comme son nom l'indique ironiquement, croit au pouvoir de l'intelligence et de la théorie, et nous devrions prendre cela très au sérieux. En présumant que le travail intellectuel a peu d'influence sur le « monde réel », ou n'en a pas, nous ne nous bornons pas à dénaturer les implications pratiques du travail théorique, nous courons aussi le risque de nous aveugler dangereusement sur des projets politiques pour lesquels nous pouvons facilement devenir les ambassadeurs involontaires. Même s'il est vrai que l'Etat-nation et l'appareil culturel français fournissent une matrice publique beaucoup plus efficace pour les intellectuels que ce que l'on trouve dans de nombreux autres pays, le souci de la CIA de cartographier et de manipuler la production théorique et culturelle partout ailleurs devrait tous nous réveiller.

Deuxièmement, les courtiers de pouvoir actuel ont un intérêt direct à cultiver des cercles intellectuels dont l'acuité critique aura été assombrie ou aveuglée en encourageant les institutions fondées sur les intérêts des affaires et de la techno-science, en assimilant la gauche à l'anti-scientifisme, en mettant en corrélation la science avec une neutralité politique prétendue (mais fausse), en assurant la promotion de médias qui saturent les ondes de pratiques conformistes, en tenant la gauche la plus déterminée à l'écart des grandes institutions universitaires et des projecteurs, et en discréditant tous les appels à une transformation égalitaire et écologique radicale. Idéalement, ils cherchent à nourrir une culture intellectuelle de gauche neutralisée, immobilisée, apathique et limitée au fatalisme, ou à la critique passive des mobilisations de la gauche radicale. C'est l'une des raisons pour lesquelles nous pourrions considérer l'opposition intellectuelle à la gauche radicale, qui prédomine dans l'université américaine, comme une position politique dangereuse : n'est-elle pas directement complice du programme impérialiste global de la CIA ?

Troisièmement, pour contrer cette offensive institutionnelle contre une culture de gauche affirmée, il est impératif de résister à la précarisation et à la professionnalisation de l'enseignement. Il est tout aussi important de créer des sphères publiques de débat réellement critique, offrant une matrice élargie à ceux qui reconnaissent qu'un autre monde est non seulement possible, mais est nécessaire. Nous devons aussi nous unir pour contribuer aux médias alternatifs, aux modèles d'éducation différents, aux contre-institutions et aux collectifs radicaux. Il est vital de favoriser précisément ce que les combattants secrets de la culture veulent détruire : une culture de gauche radicale et son vaste cadre institutionnel de soutien, un large ancrage public, une puissance médiatique conquérante et un pouvoir de mobilisation contagieux.

Enfin, les intellectuels du monde devraient s'unir pour reconnaître notre pouvoir et le saisir afin de faire tout ce que nous pouvons pour développer une critique systémique et radicale, égalitaire et écologiste, anti-capitaliste et anti-impérialiste. Les positions que l'on défend en cours ou en public sont importantes pour définir les termes du débat et tracer le champ des possibilités politiques. En opposition directe à la stratégie culturelle fragmentaire et polarisante de la CIA, par laquelle l'Agence a cherché à diviser et isoler la gauche anti-impérialiste et anti-capitaliste, tout en l'opposant à des positions réformistes, nous devrions fédérer et mobiliser en reconnaissant l'importance de travailler ensemble (dans toute la gauche, comme Keeanga-Yamahtta Taylor nous l'a rappelé récemment) pour cultiver les conditions d'une intelligentsia réellement critique. Plutôt que de proclamer ou de déplorer l'impuissance des intellectuels, nous devrions exploiter la capacité de dire les mots justes au pouvoir en travaillant ensemble et en mobilisant notre capacité à créer collectivement les institutions nécessaires à un monde de gauche culturelle. Car c'est seulement dans un tel monde, et dans les chambres d'écho de l'intelligence critique qu'il génère, que les vérités énoncées pourraient effectivement être entendues, et ainsi changer les structures mêmes du pouvoir.

Le Saker 19 Sep 2019

La Fifa, l'Iran et la «Fille en bleu»

De retour de Téhéran, la Fifa évoque des discussions «productives» pour convaincre l'Iran de laisser les femmes aller aux matches. L'immolation début septembre d'une jeune supportrice iranienne, la «Fille en bleu», a consterné tout le pays.

En mars, Sahar Khodayari s'était déguisée en homme pour pouvoir assister à un match de foot avec son équipe préférée, Esteghlal, un des clubs de foot de Téhéran. Démasquée, elle a été condamnée le 2 septembre à une peine de six mois d'emprisonnement. Le 8, elle s'est immolée devant le tribunal et est décédée de ses blessures, jetant le pays dans l'effroi. La jeune femme avait 29 ans. Les réseaux sociaux la surnomment la «Fille en bleu», sa couleur préférée, la couleur d'Esteghlal.



Le dimanche 22 septembre, les fans d'Esteghlal ont eu une pensée pour Sahar Khodayari avant d'entamer leur match, dans le stade Azadi – le stade «Liberté»



L'Iranienne Sahar Khodayari, la «Fille en bleu», qui a tenté de s'immoler par le feu au début du mois de septembre pour dénoncer la procédure judiciaire dont elle faisait l'objet pour être entrée dans un stade de football déguisée en homme, a succombé à ses blessures le 9 septembre dernier

Rien n'est officiellement inscrit dans la loi iranienne concernant une éventuelle interdiction des femmes dans les stades, protestent depuis des années les activistes de Open Stadiums, ce mouvement de femmes né en 2005, qui s'est d'abord battu pour l'accès des Iraniennes dans les stades, et qui aujourd'hui lutte pour l'égalité des femmes et des hommes dans d'autres domaines. Mais la pratique est là, depuis 1979, les Iraniennes n'ont pas accès aux stades, alors que les Iraniens sont dingues de foot. Des ouvertures ont parfois eu lieu lors de quelques matches internationaux, pour sauver les apparences, mais la règle est l'interdiction.

La Fifa sous pression

Le suicide de la «fille en bleu» accroit encore un peu plus la pression sur la Fifa, qui si elle suivait ses propres règles, devrait interdire l'Iran de compétition. Officiellement, la Fédération a donné au pays jusqu'à la fin août, sous peine de sanction, pour qu'il laisse les femmes assister aux rencontres de qualifications pour le Mondial. L'Iran doit recevoir le Cambodge le 10 octobre dans un match de qualification pour la Coupe du monde 2022 au Qatar, et c'est ainsi que les femmes devraient pouvoir y assister, selon les déclarations fin août du ministère des Sports iranien. Mais la Fifa dit en vouloir plus.

Une délégation s'est rendue une nouvelle fois à Téhéran ce vendredi, où dans son communiqué officiel, elle dit avoir eu des «discussions productives» avec des responsables du gouvernement et de la Fédération iranienne de football.

«Au cours de ces discussions productives, la Fifa a réitéré sa position ferme et claire selon laquelle les femmes doivent être autorisées à assister librement aux matches de football et que le nombre de femmes présentes au stade doit être déterminé par la demande, issue des ventes de places», peut-on lire dans le communiqué. La Fifa a également «évoqué la nécessité d'ouvrir les stades aux femmes pour les matches nationaux». «Les femmes doivent être autorisées dans les stades de football en Iran pour tous les matches de football».



Le président de la FIFA Gianni Infantino et le président iranien Hassan Rohani

«La Fifa est responsable de la mort de la «Fille en bleu», et de ce que nous, les activistes, subissons, racontait dans le Guardian cette semaine une des membres de Open Stadiums. Leur manque d'efforts nous met toutes en danger».

Le Temps 22 septembre 2019



Pleins Feux Sur Albert Chancy (Pétion-ville, 1950 ?)

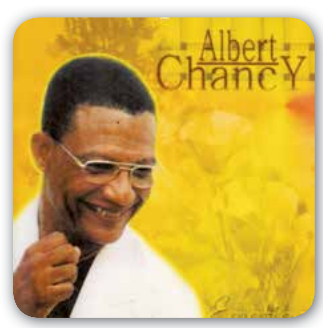
Par Ed Rainer Sainvill

«Un artiste malgré lui »

Junior a été élevé dans une ambiance musicale dominée par les cordes et les claviers. C'est ainsi qu'entre une formation nourrie de ''jam-sessions" sous les directives de Tit Pascal et de Jeannot Montès, il s'attelle à cultiver son propre style imprégné d'accords et de mélodies, pour finalement s'imposer parmi les plus originaux guitaristes de la mouvance ***mini-jazz***. Entre temps, après avoir fait ses premières armes au sein d'un petit groupe du nom de « Atomique », il s'est joint à son pote d'enfance Herman Nau, dans la formation d'un autre groupe de quartier appelé « Los Incognitos », dans le but d'amuser les gens des alentours. Mais chemin faisant, l'aventure tourne pour de bon, lorsqu'ils sont commencés à être pris au sérieux par l'auditoire général.

C'est ainsi qu'en juillet 1968, le groupe est rebaptisé « Tabou Combo » de Pétion-ville.

A partir de là, les étapes successives sont atteintes et le « Tabou » devient en peu de temps la coqueluche du public. Grace à la maestria de Albert, fort d'un phrasé soliste infus de ***flamenco***, tout imprégné de référence locale ; rempli à la fois de panache et de souplesse. Dans une approche musicale fraichement concoctée, les aficionados sont aux anges. Le premier microsillon a fait



l'adhésion du grand public avec des tubes tels : ***Yapatia, Gislaine, dans la vie, Carole, elèv lekol, Junior, parfois, Yon tigason, les frères Tabou, se pa*** etc ; qui atteignent aux tripes. Et Albert y est bien pour quelque chose. Soliste patenté, il est accrédité du style allumeur qui a caractérisé ce groupe, par sa technique, sa vélocité, et aussi, ses compositions qui se rangent entre cadences d'allure et ballades sulfureuses ; lesquelles ont placé le « Tabou » à l'avant-scène du music-hall local.

Malheureusement en 1969, alors que l'aventure est à son paroxysme, Albert dut à contre cœur tirer sa révérence, en abandonnant le groupe, afin d'aller faire des études au Canada. Dans la foulée, le co-fondateur Herman Nau doit aussi s'envoler pour New-York pour des études. Ce qui a causé la dissolution du « Tabou » qui refera surface deux années plus tard au ''state", sous la direction de Nau et le génie d'un certain teenager nommé Dadou Pasquet. Quant à Albert, entre l'université et les loisirs, il continue de cultiver son talent dans la composition et la production d'œuvres *''en solo"*. Cette fois-ci en s'attelant en artiste versatile : clavier, guitare, batterie, tambour, pour mieux accommoder son nouveau statut de ''one man show".

En effet, dans ce qui fut autrefois ''la belle province", Albert a resurgi quelques années plus tard en chanteur de charme ; jouant dans un genre intimiste, ayant débouché sur des albums incluant les morceaux : ***master mind, vague d'amour, just for you, oui à la vie, Pourquoi pourquoi, la samba d'Haiti, mwen pwale an Ayiti, du fun ici, Natacha, depi mwen tou piti, tu sais je t'aime, le monde est beau, le monde est fou*** etc ; sans omettre un disque de Noël , faisant partie de son répertoire ; ils n'ont pas fait mouche. Après le Canada, qui n'a pas été mémorable pour Junior, il refait surface en Haiti, en s'impliquant d'avantage dans une carrière en solitaire. Devenant même une attraction dans les cercles du pouvoir. Il est vrai qu'à cette intersection, la musique pour lui n'est qu'un passe-temps. Puisqu'il s'était lancé dans les affaires ; en fondant une station de radio : La Super Star, dont il devient le P.D.G.

